

Remerciements

Cette publication est le fruit de discussions approfondies et de présentations organisées dans le cadre du groupe de travail sur la mise en œuvre de la Coalition pour l'agroécologie. Ces sessions ont permis aux membres de partager et de réfléchir aux enseignements tirés et aux défis rencontrés lors de la mise en œuvre de projets et d'initiatives agroécologiques à travers le monde. Ces contributions sont disponibles dans le répertoire des études de cas sur le site web de la Coalition pour l'agroécologie, parmi lesquelles dix études de cas ont été sélectionnées pour figurer dans cette publication. La sélection visait à assurer une large représentation géographique (avec des projets basés sur tous les continents) et à couvrir une variété de sujets, tels que les marchés et l'entrepreneuriat, la réduction de la dépendance visà-vis des intrants externes, la valorisation des traditions et des régimes alimentaires locaux nutritifs, les cadres juridiques, les systèmes d'étiquetage et de traçabilité, et la co-création de connaissances. Nous tenons à remercier celles et ceux qui ont présenté leurs projets lors des différentes réunions, celles et ceux qui ont contribué à la rédaction des études de cas et celles et ceux qui ont participé activement aux discussions après les présentations. Enfin, nous tenons à remercier les cofacilitateurs et cofacilitatrices du groupe de travail: Pierre Ferrand (FAO), Andrea Gómez Lozano (Proyectar Sin Fronteras, Colombie) et Afshan Omar (Baylor Children Foundation, Malawi) pour leur soutien au Secrétariat.

Ce document est disponible en anglais, en français et en espagnol.

Conception et mise en page: Diego Murillo.

https://agroecology-coalition.org/

Publié en novembre 2025 par la Coalition pour l'agroécologie.

Citation : Agroecology Coalition. (2025). *L'agroécologie en action : Histoires de terrain*. Deuxième édition, novembre 2025. Bioversity International. Rome, Italie. 90 p.

Table des matières

- 2 Remerciements
- 5 Avant-propos
- 7 Principaux enseignements
- 8 Introduction
- 12 Histoire de la Baylor Children's Foundation Malawi
- 20 Histoire de SAOSO Afrique du Sud
- 26 Histoire de Natural Livestock Farming –Inde, Ouganda, Pays-Bas, Éthiopie, Kenya
- 38 Histoire de Organic Karnali **Népal**
- 44 Histoire de CARI **Tanzanie**
- 52 Histoire de PELUM Kenya **Kenya**
- 58 Histoire de Proyectar Sin Fronteras **Colombie**
- 64 Historie de CEFROHT **Ouganda**
- 72 Histoire de WAIBI Indonésie
- 78 Histoire du gouvernement de Catalogne **Espagne**
- 85 Conclusion
- 86 Annexes



Avant-propos

Le temps passe vite et nous sommes heureux et heureuses de publier aujourd'hui la deuxième édition de *L'agroécologie en action : Histoires de terrain*.

Depuis la première version de cette publication il y a un an, nous avons continué à observer un intérêt croissant pour l'agroécologie, qu'il s'agisse d'études sur sa valeur et ses avantages communs ou de nouveaux pays élaborant leurs propres stratégies nationales. L'agroécologie a également été reconnue lors d'événements politiques mondiaux tels que le Sommet Mondial des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires (UNFSS+4) de cette année, où le secrétaire général des Nations unies a mentionné dans son discours d'ouverture que l'agroécologie fait désormais partie des efforts des gouvernements pour transformer les systèmes alimentaires dans le monde entier.

De telles références révèlent le rôle important de l'agroécologie dans l'accélération de la transformation positive de nos systèmes alimentaires, ce qui est largement étayé par des preuves. Les peuples autochtones, les petits exploitants et petites exploitantes agricoles familiaux, les éleveurs et éleveuses pastoraux et d'autres acteurs de première ligne du système alimentaire se sont toujours engagés dans l'agroécologie, tout au long de leur vie et dans leurs paysages et territoires respectifs.

Partagées et discutées par les membres lors de conversations mensuelles en ligne animées par le groupe de travail sur la mise en œuvre de la Coalition, les différentes initiatives présentées dans ce recueil témoignent de plus en plus de l'efficacité de l'agroécologie. Ces conversations ont permis aux membres de co-créer et de s'inspirer mutuellement de leurs approches et des enseignements tirés de la mise en œuvre de l'agroécologie sur le terrain.

À l'avenir, la Coalition pour l'agroécologie continuera à contribuer à la transformation des systèmes alimentaires en facilitant l'action collective et la réflexion, tout en donnant à ses membres les moyens nécessaires pour susciter des changements positifs à tous les niveaux.



Oliver Oliveros Coordinateur exécutif Coalition pour l'agroécologie



Principaux enseignements

- Les programmes nécessitent des interventions à long terme bien pensées plutôt que des cycles de projet courts (moins de trois ans) pour avoir un impact réel sur le changement à plusieurs niveaux, en particulier en matière de prise de décision, de conversion à l'agroécologie, de garantie de la diversité alimentaire et d'éducation des populations à des choix de santé adéquats.
- Les partenariats entre les ministères, en particulier le ministère de la Santé, le ministère de l'Agriculture et le ministère de l'Environnement, sont essentiels pour influencer le changement à plusieurs niveaux, tels que la santé, l'environnement et les systèmes alimentaires.
- Il est important de relier la santé humaine à la santé environnementale, ce qui va dans le sens de la tendance mondiale visant à établir un lien délibéré entre l'agroécologie et les résultats en matière de santé.
- L'élevage naturel soutient à la fois les petites et grandes exploitations agricoles, et peut également être développé à plus grande échelle au sein des communautés pastorales, tout en contribuant à tous les principes et éléments de l'agroécologie.
- Les systèmes décentralisés sont plus performants que les modèles centralisés dans les économies rurales fragiles, et l'appropriation par les communautés de normes -telles que les systèmes de garantie participative- renforce la confiance des consommateurs et consommatrices et améliore la conformité.
- La pensée systémique est essentielle pour relever les défis interdépendants de l'alimentation, de l'énergie, de l'eau et des déchets.
- Les agriculteurs et agricultrices apprennent mieux auprès de leurs pairs. L'adoption de nouvelles techniques par les agriculteurs et agricultrices peut être rendue possible grâce à l'adhésion à des groupes d'agriculteurs et agricultrices. Ces groupes servent d'espaces de formation et permettent des échanges entre pairs. Ils permettent aux agriculteurs et agricultrices de mettre en place une chaîne de solidarité afin d'échanger des connaissances et d'autres intrants (semences, plants, animaux, etc.).
- Les femmes jouent un rôle central dans l'agriculture à petite échelle et la sécurité alimentaire des ménages. Elles sont les gardiennes des connaissances agricoles traditionnelles, de la conservation des semences et des décisions nutritionnelles au sein des ménages.
- La mise en place d'un programme de mise en œuvre conjoint entre les différentes parties prenantes renforce la synergie et s'appuie sur les atouts des différentes organisations.
- L'aide alimentaire et l'agroécologie peuvent se renforcer mutuellement. Dans les contextes où la souveraineté alimentaire n'est pas encore réalisable, les actions solidaires peuvent favoriser la sécurité alimentaire tout en soutenant les valeurs agroécologiques.
- L'accessibilité est un problème systémique et les produits alimentaires agroécologiques ne doivent pas rester un privilège. Les modèles inclusifs doivent combiner production, distribution et éducation afin d'atteindre les personnes les plus touchées par les inégalités structurelles.
- Des cadres de gouvernance locale solides, tels que les règlements municipaux, sont essentiels pour développer l'agroécologie. L'intégration de l'agroécologie dans les lois et les politiques oblige légalement les gouvernements à protéger et à promouvoir l'agroécologie et à protéger les intérêts des petites exploitations agricoles.

Introduction

Un an après le <u>lancement</u> de <u>L'agroécologie en action: Histoires de terrain</u>, la Coalition pour l'agroécologie et ses membres reviennent avec une deuxième édition afin de continuer à mettre en lumière le travail important accompli par diverses parties prenantes pour mettre en œuvre l'agroécologie sur le terrain.

Cette deuxième édition est publiée à un moment **où le paysage du financement du développement** est en pleine mutation, avec des coupes budgétaires importantes dans l'aide publique au développement des États-Unis (au moins 86% de ces programmes) et dans les programmes d'aide des pays de l'OCDE (une baisse de 7,1% entre 2023 et 2024), ce qui affecte le financement de l'agriculture et des systèmes alimentaires dans de nombreux pays. Au total, le secteur agricole a subi les coupes budgétaires les plus importantes en termes absolus, avec une réduction globale de 81%.¹

Malgré cela, **l'agroécologie** continue **de gagner du terrain dans plusieurs régions du globe**, soutenue par des mouvements populaires, la société civile et les décideurs et décideuses politiques. Par exemple, la deuxième <u>conférence sur l'agroécologie en Afrique de l'Est</u>, qui s'est tenue en mars 2025, a rassemblé plus de 800 participant·e·s (contre environ 600 en 2023), ce qui témoigne d'un vif intérêt régional pour l'agroécologie. Des pays comme la Tanzanie, le Kenya (plusieurs de ses comtés en particulier), le Bénin, le Burkina Faso et la Tunisie ont lancé leurs propres stratégies nationales en matière d'agroécologie, tandis que d'autres, comme la Zambie, le Zimbabwe, l'Afrique du Sud, l'Ouganda et l'Éthiopie, sont en train de finaliser les leurs. Par ailleurs, en 2023, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a publié les lignes directrices politiques de l'ASEAN <u>sur les transitions agroécologiques</u>, recommandant des instruments politiques, des pratiques et des principes pour aider les décideurs et décideuses politiques à intensifier et à étendre les transitions agroécologiques.² Dans les Amériques, le Brésil a publié sa politique nationale en matière d'agroécologie et de production biologique, suivi par la Colombie lors de la Conférence des Parties (COP) à la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui s'est tenue à Cali en octobre 2024.

La Coalition pour l'agroécologie, qui compte à ce jour plus de <u>430 membres</u>, œuvre à la transformation complète de nos systèmes alimentaires grâce à l'agroécologie. Comme indiqué dans ses <u>orientations stratégiques 2024-2030</u>, la Coalition **encourage l'augmentation des investissements dans l'agroécologie**, **défend et amplifie les politiques de soutien**, **et soutient les marchés et les modèles commerciaux inclusifs**.

Le travail de la Coalition pour l'agroécologie s'appuie sur les 13 principes de l'agroécologie définis par le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN) du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Ces principes sont eux-mêmes alignés sur les 10 éléments de l'agroécologie adoptés par le Conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en décembre 2019.

1. Source: https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/handle/JRC142455

Dix ans après le premier Symposium international sur l'agroécologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition, en 2024, la Coalition pour l'agroécologie a publié la première édition de <u>L'agroécologie en action : Histoires de terrain</u>, une compilation de **dix projets** plaidant en faveur de l'agroécologie, qui met en évidence la manière dont les principes et les éléments de l'agroécologie peuvent être mis en œuvre sur le terrain dans différents pays.

Dans cette édition 2025, nous explorons de nouvelles perspectives sur l'agroécologie, en soulignant ses bienfaits pour la santé dans les milieux cliniques et son lien avec le bienêtre mental. Nous nous penchons également sur les systèmes de garantie participative des agriculteurs et agricultrices, la médecine vétérinaire, les communautés marginalisées, la gestion des bassins versants et le rôle essentiel des différents cadres juridiques. À travers leurs récits, nous mettons en lumière le travail incroyable de nos membres en Indonésie, en Inde, au Népal, en Tanzanie, en Ouganda, en Éthiopie, au Malawi, au Kenya, en Afrique du Sud, en Colombie, aux Pays-Bas et en Espagne.



^{2.} L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) est composée du Brunei, de la Birmanie, du Cambodge, de l'Indonésie, du Laos, de la Malaisie, des Philippines, de Singapour, de la Thaïlande et du Vietnam.



L'agroécologie - vers la transformation des systèmes alimentaires

L'agroécologie, fondée sur un ensemble de Principes et d'Éléments, est une voie de transformation vers des systèmes alimentaires durables.

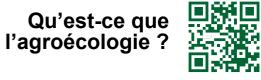
Découvrez ses fondements à travers la théorie et des exemples pratiques !

Cliquez sur l'icône • pour en savoir plus.



En parcourant l'infographie, vous rencontrerez plusieurs fois le mot « agriculteur·rice ». Ce terme est souvent utilisé pour désigner d'autres producteur·rices de denrées alimentaires (pêcheur·ses, éleveur·ses...).

Connectivité 🖪



Histoire de la Baylor Children's Foundation Malawi

Hôpital communautaire de la zone 25

Lancé en 2015 et toujours en cours, ce projet se concentre sur l'intégration de la santé humaine et environnementale, améliore les liens avec l'environnement et explore l'agroécologie comme un moyen puissant d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter. Le projet combine les principes de l'agroécologie avec la permaculture et la conception résiliente. Stratégiquement basé dans un hôpital communautaire local travaillant avec des femmes enceintes, des enfants souffrant de malnutrition aiguë, des mères adolescentes, des jeunes et des groupes communautaires, il s'agit d'un centre d'excellence pour l'apprentissage et la démonstration du lien entre les résultats en matière de santé humaine les multiples problèmes au Malawi.



Les organisations impliquées dans ce projet sont entre autres: <u>Baylor Children's Foundation – Malawi, Texas Children's Health Global</u>, des organismes gouvernementaux, des établissements d'enseignement, des structures parapubliques et locales.

Pays: Malawi (Lilongwe).

Période: Juin 2015 – en cours.

Financement: Les bailleurs de fonds sont la Baylor Children's Foundation (depuis plus de 10 ans) avec une contribution annuelle de 150 000 dollars américains, ainsi que Texas Children's Health Global, diverses subventions et des fonds philanthropiques.

Mission: Sous la direction du ministère de la Santé du Malawi, fournir des soins de santé aux femmes grâce à la prestation de services cliniques, au mentorat et à l'éducation, à la recherche et à l'évaluation de l'efficacité, ainsi qu'à la sensibilisation et à la mobilisation communautaires.

Contexte: Ce projet a été mis en œuvre dans la région centrale du Malawi : Lilongwe. Le Malawi, dont le taux de pauvreté actuel est de 71,2% (Banque mondiale, 2025), a une économie qui dépend principalement de l'agriculture, le mais étant principalement utilisé comme aliment de base. Le pays est confronté à des catastrophes climatiques récurrentes telles que des inondations graves, des sécheresses, des chocs climatiques saisonniers, des précipitations irrégulières et une insécurité alimentaire chronique, qui augmentent les risques pour la santé et réduisent l'accès à des soins de santé de qualité. À l'hôpital communautaire Area 25, les femmes qui ont accès aux services proviennent principalement d'une zone périurbaine de 700 000 habitants, où le revenu quotidien moyen est inférieur à 2,50 dollars américains. En tant qu'établissement dirigé par le ministère de la Santé, le partenariat public-privé avec Texas Children's Health Global offre des soins de santé gratuits à toutes les personnes qui ont accès à ces services. Au cours des cinq dernières années, le taux de mortalité maternelle dans la zone 25 a été inférieur à 50 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes, contre une moyenne nationale de 400 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes. De même, le taux de mortinatalité et de mortalité néonatale précoce est nettement inférieur à la moyenne nationale (0,2% dans la zone 25 contre 2 à 3% au niveau national).

Principaux bénéficiaires: Les femmes enceintes, les enfants souffrant de malnutrition aiguë, avec un pourcentage élevé d'enfants présentant un retard de croissance (âgés de 0 à 15 ans), les mères adolescentes, les jeunes et les groupes communautaires.

Types d'exploitations agricoles ciblées par le projet: Exploitations agricoles d'une superficie productive de huit hectares, abritant environ 150 espèces (médicinales et comestibles), combinant des espaces favorables aux pollinisateurs et l'agroforesterie, en utilisant les principes de l'agroécologie ancrés dans la conception de la permaculture.

Principes et éléments agroécologiques mis en avant:



Régimes alimentaires sociaux



Valeurs humaine et sociales



Culture et tradition alimentaires



Biodiversi



anté des sols



Pocyclago



Objectifs

Éliminer la morbidité et la mortalité maternelles et néonatales évitables et donner aux femmes les moyens de s'épanouir en tant que membres à part entière de la communauté.

- Améliorer les pratiques d'utilisation des terres et de santé des sols afin d'accroître la compréhension des systèmes alimentaires, la gestion de l'environnement et l'accès à des aliments plus sains, d'améliorer la qualité de l'eau brute et la restauration de la biodiversité, d'améliorer les services écosystémiques et d'intensifier les efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.
- Promouvoir l'éducation environnementale autour d'un large éventail de thèmes (nutrition, sécurité alimentaire, santé, déchets organiques, changement climatique, etc.), en mettant en évidence les liens entre la santé, la permaculture, l'environnement et l'agroécologie, et fournir une éducation et des conseils sur la création de repas variés, nutritifs et délicieux pour toutes et tous.
- Soutenir le reboisement de la zone périurbaine à la croissance la plus rapide du pays grâce au programme "triple seedling" (triple semis).

Activités

- Conférences quotidiennes sur la santé, associées à une formation sur la permaculture et l'agroécologie.
- **Promenades quotidiennes dans le jardin thérapeutique,** silencieuses, méditatives ou interactives, conçues pour améliorer les capacités d'observation et aiguiser tous les sens.
- > Sessions hebdomadaires de fabrication de compost qui aident à enseigner à la communauté comment cultiver sa propre biomasse sur place.
- ldentification des plantes pour augmenter les cultures intercalaires et la rotation des cultures dans les petits espaces.
- ➤ Conception de jardins potagers domestiques et communautaires et concours visant à améliorer l'accès aux aliments riches en micronutriments, au cours desquels les participant·e·s sont encouragé·e·s à identifier cinq conceptions de jardins différentes et à créer leur propre espace de jardinage.
- **Démonstrations culinaires hebdomadaires** qui établissent un lien entre les récoltes saisonnières et la préparation des repas et fournissent des informations sur la manière de cuisiner pour pallier les carences nutritionnelles et d'intégrer des micronutriments facilement disponibles.
- ▶ Programme alimentaire trois fois par semaine destiné aux patient·e·s, aux mères en post-opératoire, aux mères adolescentes et aux participants au programme nutritionnel.
- **Des colis alimentaires nutritifs hebdomadaires** pour les mères adolescentes afin de contribuer à lutter contre l'insécurité alimentaire au sein des ménages.
- **Des ateliers hebdomadaires** sur la plantation d'arbres, l'agroforesterie, la conception de jardins, le changement climatique, la santé des sols, la gestion des eaux grises, la cuisine propre, les alternatives au bois de chauffage et la conception de menus.

- **Distribution de trois semis,** établissant un lien entre la naissance d'un enfant, les semis d'arbres et la protection de l'environnement.
- Démonstrations de travail reliant les principes agroécologiques à l'amélioration de la santé humaine d'un point de vue sanitaire.

Résultats

- 25 000 plants d'arbres distribués en 2024 dans le cadre du programme de triple distribution de plants
- Sensibilisation d'un large éventail de patients à la diversité alimentaire
- > 1 200 litres de lait de soja préparés
- 4 200 arbres plantés
- Projets de compostage: 2 220
- Jardins conçus: 2 200
- Plantes bénéfiques: 4 272
- > 5 769 sessions de formation en nutrition dispensées
- 96 cours d'agroécologie pour les patientes de la maternité
- Programme nutritionnel organisé en 2024
- ≥ 2 968 repas fournis chaque semaine à environ 136 participant·e·s et 136 tuteur·rices
- > 3 466 kg de bouillie riche en micronutriments fournis
- > 10 200 repas préparés pour les patient·e·s, les tuteurs et tutrices et le personnel
- Environ 220 mères adolescentes participant au programme 2024, recevant 1 168 repas et 1 200kg de bouillie nutritionnellement diversifiée

Programme pour les mères adolescentes: En trois ans, 386 mères adolescentes ont suivi avec succès le programme, au cours duquel chacune a participé à un programme ambulatoire de deux ans comprenant des activités liées à la nutrition, à l'éducation et à d'autres domaines, à partir de la 20e semaine de grossesse jusqu'à ce que leur enfant atteigne l'âge d'un an. 75% de ces mères ont eu accès à des alternatives en matière de planning familial, 40% sont inscrites à un programme de subsistance axé sur le développement des compétences et 30% ont repris leurs études grâce à des bourses financées par le programme.

Programme nutritionnel: Depuis janvier 2024, date à laquelle le programme comptait 21 participant·e·s, il s'est développé et accueille actuellement 156 enfants souffrant de malnutrition aiguë et leurs tuteurs et tutrices. Dans le cadre de ce programme ambulatoire, les mères/tuteurs/tutrices et les enfants viennent chaque semaine pour recevoir un repas, un colis alimentaire, suivre une session éducative et participer à des activités créatives. De plus, cinq jardins communautaires ont été créés et sont gérés par les mères et les tuteurs et tutrices au sein de leurs groupes. Ils cultivent une grande variété de plantes et intègrent diverses méthodes agroécologiques. Enfin, cinq petites entreprises ont été créées pour fabriquer et vendre du lait de soja afin d'améliorer la nutrition et de fournir une source de revenus.



Programme alimentaire: En 2024, ce programme a été étendu aux mères en période postopératoire, aux femmes en travail et en accouchement, ainsi qu'aux mères de prématurés afin de réduire le stress lié à la préparation des repas.

Enseignements tirés

- Les programmes nécessitent des interventions bien pensées et à long terme pour avoir un impact réel à plusieurs niveaux : prise de décision, diversité alimentaire, choix en matière de santé et mise en œuvre des principes agroécologiques au sein des exploitations agricoles.
- Les partenariats avec le ministère de la Santé et les dirigeant·e·s communautaires sont essentiels pour influencer le changement à plusieurs niveaux au sein du système de santé et pour mettre en relation les dirigeant·e·s communautaires avec le système agricole. Cela s'étend à l'intégration de la nutrition dans les soins de santé.
- Il est important de s'engager dans l'environnement local pour comprendre comment il affecte la santé et le bien-être mental.
- Une approche fondée sur le partage des connaissances est bénéfique, en particulier lorsqu'elle est combinée aux conditions actuelles afin de la rendre applicable à des situations réelles.

- La conception d'espaces dans un cadre de soins de santé nécessite à la fois du temps et de la patience, et toutes les leçons apprises doivent être partagées en lien avec les connaissances locales et autochtones.
- Toutes les informations doivent être disponibles à différents niveaux d'alphabétisation et dans la langue vernaculaire.
- Il est important de **relier la santé humaine à la santé environnementale, c**e qui s'inscrit dans la tendance mondiale visant à établir un lien délibéré entre l'agroécologie et les résultats en matière de santé.
- La combinaison de plusieurs services (soins de santé, santé maternelle et pédiatrique, nutrition, environnement et agriculture) aide à surmonter les obstacles d'une approche cloisonnée.
- Il est important de veiller à ce que les idées soient présentées de manière claire à toutes et tous, car peu de gens comprennent ce qu'est un système holistique qui intègre les principes de l'agroécologie pour renforcer la résilience au changement climatique.
- Le climat et l'agroécologie sont étroitement liés, et l'agroécologie est une réponse à un nombre croissant de chocs climatiques.
- La co-création et la co-conception de solutions doivent être intégrées dès le début du projet afin d'en garantir l'adoption et la durabilité.
- Les systèmes alimentaires durables sont directement liés à l'agrobiodiversité et constituent un droit fondamental pour toutes et tous.

Obstacles limitants

- Il peut être difficile d'aligner les objectifs du projet sur les objectifs locaux, nationaux et régionaux.
- Il existe un nombre croissant de projets agroécologiques et liés aux systèmes alimentaires, mais aucun d'entre eux ne collabore ou ne partage ses connaissances avec les autres.
- Il existe un manque de connaissances et de sensibilisation lorsqu'il s'agit d'intégrer efficacement les principes agroécologiques dans le domaine des soins de santé.
- Les approches holistiques et globales sont souvent rejetées.
- Il y a un manque de capitaux pour assurer la durabilité.
- Les délais imposés aux projets en fonction des cycles de financement ont une incidence directe sur la durabilité et la longévité de l'impact des projets. Il faut changer notre façon de penser le financement des projets, la durabilité et l'investissement en temps.
- Les résultats des projets qui s'attaquent à des défis considérables nécessitent du temps afin d'évaluer les impacts et les résultats potentiels après dix ans ou plus.
- Des cadres de suivi très détaillés, au lieu de se concentrer sur des objectifs plus faciles à gérer avec un seul point de contact.

Citations

"Nous n'étions pas en mesure de préparer des aliments nutritifs à partir d'ingrédients que nous ne connaissions pas auparavant, mais nous avons maintenant acquis de nouvelles compétences culinaires et découvert de nouvelles plantes et épices pour améliorer la saveur de nos plats."

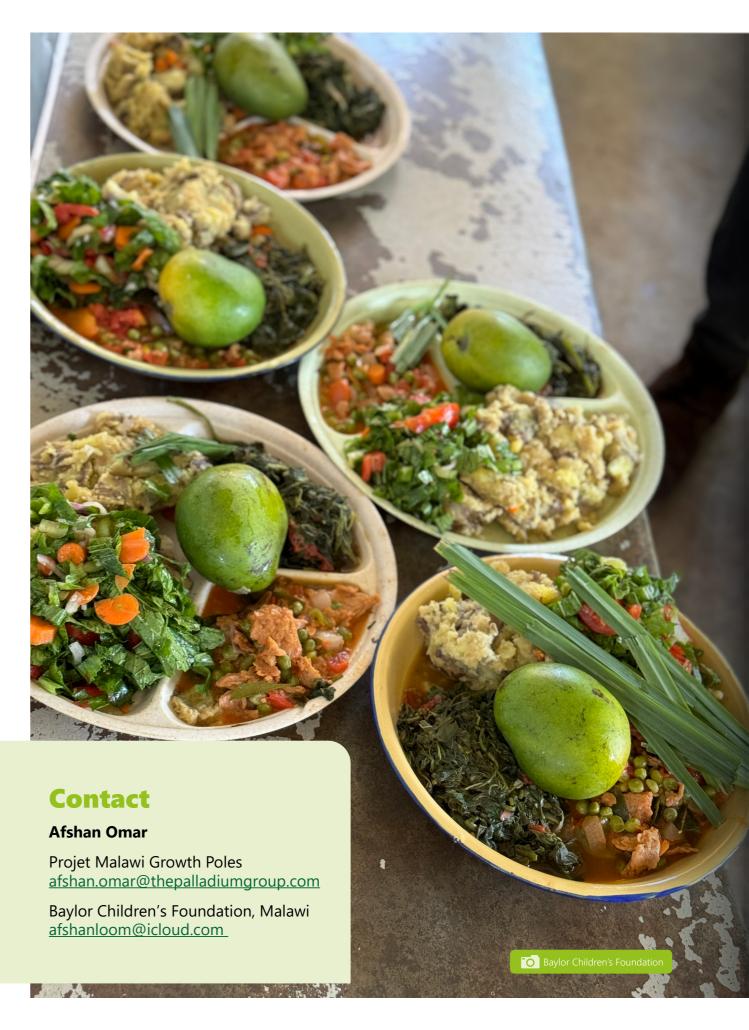
"Nous pouvons désormais classer les six groupes alimentaires que nous ne savions pas nommer auparavant et nous assurer qu'ils sont intégrés à nos repas au moins une fois par semaine. Ce n'était pas le cas auparavant, car nous dépendions principalement du nsima (farine de maïs) pour tous nos nutriments."

"Il y a eu un énorme changement tant pour l'enfant que pour moi-même. Beaucoup d'enfants participant à ce programme ont connu un changement significatif de leur poids, de leur périmètre brachial (MUAC) et de leur taille par rapport à avant leur inscription au programme nutritionnel. Quant à moi, j'ai acquis de nouvelles compétences ainsi que de l'expérience en matière de coopération avec les autres."

"Nous avons créé des jardins communautaires et des potagers familiaux, et nous avons désormais accès à différentes variétés d'aliments locaux, ce qui nous permet d'améliorer notre alimentation et de mettre en pratique les principes de l'agroécologie et de la permaculture."

Liens utiles

Description du projet sur la page web Texas Children's Health Global Présentation du projet



Histoire de SAOSO

Afrique du Sud

Programme "Heal the Planet"

Lancé en 2022 et prévu jusqu'en 2030, ce projet est un programme transversal et systémique qui vise à catalyser la transformation des systèmes alimentaires grâce à l'agroécologie, tout en abordant les liens interdépendants entre l'eau, les déchets et l'énergie. Profondément ancré dans les principes de l'agroécologie et aligné sur Organic 3.0, le programme adopte une approche intégrée de la souveraineté alimentaire, de la restauration des écosystèmes, de la résilience climatique et de l'économie régénérative. Utilisant autant que possible la conception de systèmes vivants et le biomimétisme, Heal the Planet est quidé par les droits de la Terre nourricière, le développement économique local et la contribution significative aux objectifs de développement durable (ODD).





Les organisations impliquées dans ce projet sont entre autres: <u>La Fondation SAOSO</u>, <u>le projet Biome</u> et le <u>Knowledge Hub for Organic in Southern Africa (KHSA)</u>.

Pays: Principalement l'Afrique du Sud, avec une extension régionale en Namibie, au Zimbabwe et en Zambie.

Période: Phase pilote 2022-2024, suivie d'une phase d'extension 2025-2030.

Financement: Le projet est soutenu par le **WWF** et d'autres partenaires grâce à **des modèles de financement** mixtes axés sur la mise à l'échelle des économies régénératrices locales.

Mission: Développer un environnement propice à l'agroécologie en Afrique australe en investissant dans des systèmes alimentaires communautaires, en développant les systèmes de garantie participative (PGS), en restaurant les écosystèmes et en alignant la mise en œuvre sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier ceux liés à la faim, à la pauvreté, à l'égalité des sexes, à l'action climatique, aux communautés durables et à la vie sur terre.

Contexte: Le système alimentaire dualiste de l'Afrique du Sud est l'un des plus inégalitaires au monde. Les petit-e-s exploitant-e-s et les agriculteur-rices biologiques sont marginalisé-e-s par la prédominance des organismes génétiquement modifiés (OGM), l'absence de reconnaissance des politiques agroécologiques et la prévalence de l'agriculture industrielle soutenue par l'État. Heal the Planet s'attaque à ce problème en réorientant le discours vers des systèmes alimentaires durables fondés sur des approches respectueuses des droits et positives pour la nature. Les PGS sont apparus comme un mécanisme clé pour la reconnaissance des agriculteur-rices et la garantie de l'intégrité, faisant le lien entre l'agriculture biologique et l'agroécologie d'une manière qui reflète les réalités africaines. Depuis le programme Knowledge Hub for Organic in Southern Africa soutenu par la GIZ, l'adoption des PGS s'est rapidement développée, jetant les bases d'une adoption régionale plus large.

Principaux bénéficiaires: Communautés locales, petit·e·s exploitant·e·s et les agriculteur·rices émergents, jeunes et femmes, micro-entreprises coopératives et structures de gouvernance locales.

Organisations collaboratrices: SAOSO, Project Biome, WWF, Sustainability Institute, IFOAM Organics International, GIZ, 1000 Landscapes for 1 Billion People, Backstory, Sustainable Agricultural Value Chain, Centre de connaissances pour l'agriculture biologique, Centre de connaissances de l'Afrique australe, Tamazight Creative Collective, municipalités locales et structures de leadership traditionnelles, et South African Food Lab.

Principes et éléments agroécologiques mis en avant:



Santé de sols



Connectivité



Co-création de connaissances



Économie circulaire et solidaire



Diversification économique

Objectifs

- **Permettre une transition juste** dans le système alimentaire grâce à l'agroécologie et aux PGS.
- Régénérer les écosystèmes tout en soutenant des moyens de subsistance durables.
- **Renforcer la solidarité régionale** et les systèmes d'échange de connaissances entre agriculteurs.
- Amplifier les voix et les innovations des communautés rurales et des jeunes.

Heal the Planet met en place **des nœuds biorégionaux décentralisés** qui servent de plateformes pour le changement, en commençant par **la souveraineté alimentaire au niveau des ménages**, puis en s'étendant aux systèmes régionaux et locaux. Grâce à **des AgriHubs**, **des EcoHubs et des Centres d'expérience**, la stratégie relie l'alimentation, la restauration et les moyens de subsistance. Chaque nœud est un site de convergence qui propose des formations, un accès aux intrants, une facilitation coopérative et l'incubation de projets, ainsi que des drones et des outils numériques pour soutenir la cartographie des ressources naturelles et la vérification des PGS.

Activités

- > Création de **jardins potagers familiaux** et d'initiatives alimentaires locales en partenariat.
- Mise en œuvre du PGS, avec plus de 500 agriculteurs certifiés dans la phase pilote avec la plateforme Backstory/Prove.
- Engagement des jeunes dans les écoles, notamment à travers 10 ateliers d'agroécologie axés sur les jeunes.
- Soutien aux micro-entreprises axées sur les systèmes alimentaires, la transformation et les services locaux liés à l'économie verte.
- Développement de centres d'expérience en tant que pôles régionaux de formation et d'incubation de politiques.
- Création d'AgriHubs pour gérer les coopératives, faciliter les opérations et distribuer les intrants.
- Lancement **d'EcoHubs** pour la restauration des paysages, le soutien à la biodiversité et la mobilisation des jeunes.
- Utilisation de la cartographie par drone pour évaluer les ressources naturelles et planifier la restauration écologique.
- Utilisation de boîtes à outils pour faciliter les partenariats paysagers et le développement des systèmes alimentaires régionaux avec des partenaires tels que 1000 Landscapes for 1 Billion People et Amped.

Résultats

- 2 400 jardins familiaux améliorant la sécurité alimentaire locale dans 4 provinces d'Afrique du Sud.
- Preuve d'une amélioration de la santé des sols, d'une augmentation de la biodiversité et d'une restauration de la cohésion communautaire avec 500 fermes PGS.
- Autonomisation économique grâce au développement de micro-entreprises agroécologiques.
- Émergence de parcours de leadership pour les jeunes grâce à la formation, au mentorat PGS et au programme Biome Fellowship.
- Partenariats paysagers facilitant la restauration du paysage à grande échelle.
- Cartographie des systèmes alimentaires régionaux et développement de la chaîne d'approvisionnement pour les marchés territoriaux.
- Formation de jeunes agents de vulgarisation et de champions "Heal the Planet".

Enseignements tirés

- Les systèmes décentralisés sont plus performants que les modèles centralisés dans les économies rurales fragiles.
- L'appropriation des normes par la communauté (via le PGS) renforce la confiance et améliore la conformité.
- Les jeunes sont avides d'opportunités significatives liées à la terre lorsqu'ils sont soutenus par une vision et un mentorat.
- La pensée systémique est essentielle pour relever les défis interdépendants liés à l'alimentation, à l'énergie, à l'eau et aux déchets.
- La collaboration nécessite des efforts constants et des interactions humaines afin de favoriser la confiance et la transparence au sein du mouvement.



Obstacles limitants

Contraintes en matière de ressources:

Défi: Besoin constant de financement suffisant pour mettre en œuvre le programme à grande échelle et établir une analyse de rentabilité solide grâce à un modèle de financement mixte.

Atténuation: Développer une approche de financement diversifiée combinant des subventions philanthropiques, des investissements à impact, des instruments alignés sur les critères responsabilité sociale et environnemental des entreprises (RSE) et des activités génératrices de revenus issues des chaînes de valeur agroécologiques. Mettre en place des projets pilotes de validation de principe dès le début afin d'attirer des bailleurs de fonds supplémentaires.

Dynamique du secteur:

Défi: Concurrence entre les acteurs et compréhension divergente des pratiques agroécologiques, régénératrices et biologiques.

Atténuation: Faciliter les réunions multipartites, les ateliers de partage des connaissances et les plateformes provinciales afin d'harmoniser les définitions, les principes et les meilleures pratiques entre les acteurs. Promouvoir la collaboration grâce à des outils communs tels que le PGS et le cadre d'Accélérateur Bio régional.

Obstacles politiques et institutionnels:

Défi: Reconnaissance incohérente de l'agroécologie et l'agriculture biologique par le gouvernement ; intégration limitée dans la politique et les services de vulgarisation du ministère de l'Agriculture.

Atténuation: S'engager de manière proactive auprès des décideur-e-s politiques nationaux et provinciaux, aligner les activités du programme sur des cadres tels que l'Agroécologie NAF, la politique LandCare et les initiatives pour une Transition Juste. Fournir un soutien en matière de plaidoyer afin de renforcer l'adoption et la reconnaissance officielle des politiques en matière d'agroécologie et d'agriculture biologique.

Lacunes en matière de capacités techniques:

Défi: Les agriculteurs et agricultrices ont besoin d'un soutien technique qui dépasse les capacités locales actuelles.

Atténuation: Développer la formation et le mentorat par le biais de l'Académie d'agroécologie, des écoles pratiques d'agriculture et du programme de bourses Biome. Intégrer des facilitateurs et facilitatrices techniques locaux au sein des communautés afin d'assurer un soutien continu.

Limites de la chaîne de valeur agricole:

Défi: Marchés agroécologiques faibles, systèmes alimentaires régionaux/locaux sous-développés et infrastructures de la chaîne d'approvisionnement limitées.

Atténuation: Développer des liens commerciaux via les marchés territoriaux/locaux, soutenir les AgriHubs et les EcoHubs en tant que sites de démonstration, et lancer des initiatives pilotes d'économie circulaire (par exemple, biochar, traitement régénératif). Tirer parti des outils numériques (par exemple, l'application Backstory PGS) pour la traçabilité, la certification et l'accès au marché.

Citations

"Grâce à Heal the Planet, nous avons vu l'agroécologie prendre vie, non pas comme une idéologie, mais comme un système vivant. Nos jeunes se réapproprient leur avenir, un jardin à la fois."

"Il ne s'agit pas seulement d'alimentation, mais aussi de restaurer les écosystèmes, de reconnecter les communautés à la terre et de repenser nos économies autour des soins, de la créativité et de la régénération."

> Matthew Purkis, La Fondation SAOSO et le projet Biome

Liens utiles

- PGS en Afrique australe
- Rapport annuel de SAOSO
- <u>Témoignages et profils</u> <u>d'agriculteurs</u>

Contact

Colleen Anderson SAOSO colleen@saoso.org

Matthew Purkis
Project Biome
mattp@projectbiome.earth



Histoire de Natural Livestock Farming Inde, Ouganda, Pays-Bas, Éthiopie, Kenya



L'approche intégrée de l'élevage naturel pour la santé du bétail

Ce projet, lancé en 2014, vise à promouvoir la médecine ethno vétérinaire en tant que partie intégrante de l'approche intégrée de l'élevage naturel pour la santé du bétail et l'utilisation responsable des antibiotiques et autres médicaments vétérinaires chimiques dans les soins vétérinaires. Ce projet est le fruit d'une collaboration internationale qui organise l'échange de connaissances entre l'Inde, les Pays-Bas, l'Éthiopie, l'Ouganda et le Kenya afin de résoudre des problèmes critiques liés à la santé du bétail.



Certaines organisations impliquées dans ce projet sont entre autres: <u>La Natural Farming Foundation (NLF)</u> et <u>l'Institute of Transdisciplinary Health Sciences and Technology (TDU)</u>, the <u>Ethiopian Society of Animal Production (ESAP)</u>, <u>Platform Natuurlijke Veehouderij</u>.

Pays: Inde, Ouganda, Pays-Bas, Éthiopie et Kenya.

Période: 2014-en cours.

Mission: Natural Livestock Farming promeut une approche One Health efficace et ascendante:

- Bétail en bonne santé: Réduction des maladies et de la mortalité, amélioration de la productivité, amélioration du bien-être animal.
- Des personnes en bonne santé: Sécurité alimentaire accrue, meilleurs revenus pour les agriculteurs, moins de résidus chimiques dans les aliments d'origine animale, moindre résistance aux antibiotiques chez les bactéries humaines.
- **Environnement sain:** Réduction de la pollution environnementale par les produits chimiques, amélioration de la santé des sols, amélioration de la qualité de l'eau, amélioration de la biodiversité.

Contexte: Le projet est mis en œuvre en Inde, en Ouganda, aux Pays-Bas, en Éthiopie et au Kenya, et se concentre actuellement sur l'élevage laitier afin de relever les nombreux défis du secteur, tels que : le croisement excessif avec une race bovine à haut rendement (Holstein Friesian), qui rend le bétail inadapté aux conditions locales (environnementales) ; la forte incidence des maladies, des tiques et des vers ; l'utilisation inappropriée d'antibiotiques et d'autres produits chimiques ; l'inefficacité croissante des antibiotiques, des vermifuges et des insecticides ; l'impact sur la qualité des aliments, les moyens de subsistance et la biodiversité ; et la menace croissante des mycotoxines dans l'alimentation du bétail, qui entraîne une perte économique supérieure à 5 milliards de dollars par an en Afrique.

Principaux bénéficiaires: Petits éleveurs et éleveuses et vétérinaires.

Principes et éléments agroécologiques mis en avant:



Santé animale



Co-création de connaissances



Santé des sols



Biodiversité



Culture et traditior alimentaires

Objectifs

- Combinaison efficace des connaissances des agriculteurs et agricultrices, de la science vétérinaire occidentale et de la science ayurvédique indienne.
- Projets pilotes, suivis d'une phase d'extension à la production animale à petite et à grande échelle.
- Effets prouvés (préventifs et curatifs) sur la santé du bétail, la quantité et la qualité du lait grâce à une validation en laboratoire.
- Adaptation de l'enseignement sur l'élevage et des politiques gouvernementales.
- Ensemble, une approche intégrée de la santé du bétail a été développée, appelée "stratégie en cinq volets pour l'élevage naturel". L'utilisation de plantes médicinales ou de pratiques ethnovétérinaires fait partie intégrante de cette stratégie (volet 3).

VERS UNE PRODUCTION MONDIALE DE LAIT SANS RÉSIDUS



C'est la base de l'approche de l'élevage naturel. Une bonne alimentation, de l'eau propre, le contrôle des parasites et des maladies infectieuses, ainsi que la gestion du fumier et de la fertilité des sols, réduisent non seulement la mortalité, mais améliorent aussi la productivité et le bien-être du bétail.



L'augmentation de la diversité génétique grâce à l'utilisation stratégique des races locales, tant dans les programmes de croisement que dans l'amélioration des races locales, permet d'obtenir un bétail plus résilient et mieux adapté aux conditions locales.

APPROCHE EN 5 ÉTAPES DE L'ÉLEVAGE NATUREL

REVENUS DE LA FERME

PRODUITS SANS RÉSIDUS

PLANTES MÉDICINALES

AMÉLIORATION DE LA GESTION ANIMALE ET DE LA FERME

UTILISATION STRATÉGIQUE DES RACES LOCALES



PRODUITS SANS RÉSIDUS

Un système de contrôle de qualité efficace, capable de détecter la présence de résidus d'antibiotiques et autres produits chimiques, constitue la base de la confiance des consommateurs et consommatrices et de la consommation de lait produit localement



Les plantes médicinales et autres produits naturels — souvent appelés pratiques ethno vétérinaires — sont une ressource sous-exploitée pour la prévention et le traitement des problèmes de santé du bétail, et sont d'une importance cruciale pour produire du lait sans résidus.



L'approche en 5 étapes de l'élevage naturel a démontré qu'elle génère des revenus supplémentaires pour les agriculteurs et agricultrices grâce à une meilleure santé et productivité, une réduction de la mortalité et des coûts de soins vétérinaires — tandis que la production locale de plantes médicinales peut offrir une source de revenus additionnelle.

Activités

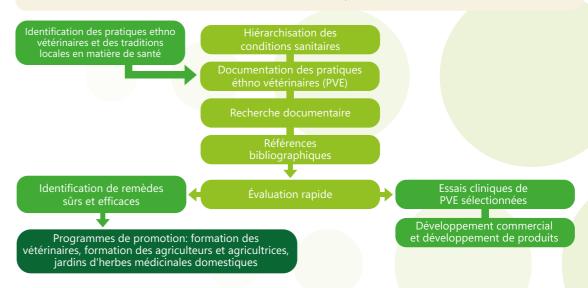
1. Activités en Inde, mises en œuvre par l'Institut des sciences et technologies transdisciplinaires de la santé:

L'Inde est le plus grand producteur laitier au monde (21 % de la production laitière mondiale), avec 98 % de la production provenant de petites exploitations laitières possédant chacune 2 à 5 vaches, dont la majorité sont gérées par des femmes.

L'Inde possède une riche tradition ethnovétérinaire enracinée dans (1) des systèmes codifiés (Ayurveda, Siddha, Unani et médecine tibétaine) basés sur la théorie des fonctions physiologiques, l'étiologie des maladies et les pratiques cliniques, ainsi que (2) des traditions orales ou populaires non codifiées aussi anciennes que l'humanité. Le pays entretient une relation symbolique avec ces systèmes codifiés, qui sont dynamiques, innovants et répandus parmi 4 639 communautés ethniques dans toute l'Inde. Ces pratiques de santé, modes de vie, habitudes alimentaires, coutumes et croyances sont spécifiques à chaque lieu et à chaque communauté ethnique, et l'un des principaux défis consiste à déterminer leur efficacité et leur pertinence contemporaine (sécurité et efficacité). La revalidation des formulations utilisées dans ces traditions, sur la base de la pharmacologie occidentale, est un exercice à la fois interculturel et transdisciplinaire.

Les pratiques ethno vétérinaires – en particulier les préparations à base de plantes – sont utilisées pour prévenir et soigner les affections cliniques chez le bétail, réduisant ainsi les résidus médicamenteux dans le lait et les autres produits alimentaires d'origine animale. Depuis 1998, NLF India, qui regroupe la Trans-Disciplinary University (TDU) et GLOHMSIWA, a documenté, évalué et promu les traditions sanitaires locales (LHT), y compris les formulations à base de plantes et les EVP, pour les maladies bovines les plus importantes, notamment la mammite, la diarrhée chez les veaux, la reproduction répétée et la fièvre aphteuse (FMD), en suivant les étapes présentées ci-dessous:

ÉTAPES DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DE PRATIQUES VÉTÉRINAIRES ÉTHNO VÉTÉRINAIRES



- Documenter 441 formulations à base de plantes pour 51 affections provenant de 10 États et 25 localités.
- Répertorier 302 plantes médicinales et 16 autres substances utilisées dans les pratiques ethno vétérinaires.
- Formation de plus de 3 134 vétérinaires, 10 076 agents de santé animale et 30 000 éleveurs laitiers
- Production de brochures de vulgarisation sur les pratiques ethno vétérinaires en 13 langues, en collaboration avec le Conseil national de développement laitier (NDDB)
- Création de 613 sites de démonstration à travers le pays (données TDU et NDDB)
- Développer quatre produits à base de plantes: un produit contre la mammite, un contre les parasites externes, des boules stimulant le système immunitaire et une huile pour les plaies.

- Mener des actions de sensibilisation afin que les pratiques vétérinaires traditionnelles soient désormais reconnues comme faisant partie intégrante de la politique agricole nationale.
- Soutien aux échanges et aux projets d'élevage naturel aux Pays-Bas, en Ouganda, en Éthiopie et au Kenya.

2. Activités en Ouganda, mises en œuvre par la Lake Mburo Farmers Cooperative Society et la South-East and North-East Uganda Development Action (SEANEBC)

En Ouganda, le bétail est principalement élevé en pâturage et souffre de tiques très résistantes aux insecticides courants.

- Natural Livestock Farming mène deux projets dirigés par des agriculteurs et agricultrices dans les zones arides du sud et du centre de l'Ouganda. Ils se concentrent sur la promotion des pratiques ethno vétérinaires (notamment celles visant à lutter contre les tiques), la diversification des revenus, les stratégies d'élevage sélectif et la clôture naturelle des zones de pâturage.
- La Lake Mburo Farmers Cooperative Society (LMFCS), dans le sud-ouest de l'Ouganda, promeut une série d'actions concrètes, notamment la mise en place d'un refroidisseur de lait, la production coopérative de yaourt et de beurre par les femmes et leur vente par les jeunes membres de la communauté. Tout cela a incité de nombreux agriculteurs et agricultrices à rejoindre la coopérative.
- La **mise en œuvre d'activités de diversification des revenus** comprend également l'apiculture et la plantation d'essences d'arbres indigènes (10 000 macadamias).
- La mise en œuvre d'un projet d'élevage avec insémination Fleckvieh a été lancée en collaboration avec le Centre national des ressources génétiques. Une initiative visant à préserver la race locale Ankole, grâce au repeuplement et à la construction de clôtures vivantes, a également été entreprise dans le corridor central pour le bétail.
- En 2025, l'Action de développement du sud-est et du nord-est de l'Ouganda s'est associée à Natural Livestock Farming in Uganda et a lancé un projet communautaire d'élevage laitier pour environ 500 petit-e-s exploitant-e-s agricoles.

3. Activités en Éthiopie, mises en œuvre par la Société éthiopienne de production animale (ESAP)

- Entre 2018 et 2020, l'ESAP a mis en œuvre un projet pilote de la stratégie en cinq volets de Natural Livestock Farming, intitulé « Améliorer la sécurité et la qualité du lait en Éthiopie », avec des petits producteurs laitiers de deux communautés périurbaines, sous l'égide du Fonds de recherche appliquée (ARF) du gouvernement néerlandais.
- Des experts de Natural Livestock Farming India ont dispensé une formation sur l'utilisation des plantes médicinales, tandis que des expert·e·s de Natural Livestock Farming aux Pays-Bas ont animé une formation sur les compétences en laboratoire, les soins aux veaux, le parage des sabots et l'abri.

4. Activités aux Pays-Bas, mises en œuvre par Platform Natuurlijke Veehouderij Veehouderij

L'utilisation d'antibiotiques dans l'élevage laitier néerlandais pour lutter contre la mammite était autrefois très élevée, en particulier pour le traitement des vaches taries. Depuis 2014, en réponse à la législation gouvernementale, l'utilisation d'antibiotiques dans le secteur

laitier a diminué de 70%, notamment grâce au remplacement des antibiotiques par des produits à base de plantes pour le traitement des vaches taries. De plus, les agriculteurs et agricultrices ont commencé à utiliser des plantes dans les prairies et l'alimentation du bétail. Cela a posé un défi en raison du manque de connaissances des agriculteurs et agricultrices et des vétérinaires sur ce sujet. Aux Pays-Bas, la stratégie en cinq volets de l'élevage naturel est en cours d'adaptation à l'élevage laitier à grande échelle. En 2022, les agriculteurs et agricultrices néerlandais-e-s ont été soumis-e-s à une pression énorme en raison de la législation environnementale mise en place par l'UE pour lutter contre la dégradation croissante de l'environnement. lels ont soudainement constaté que leur système d'élevage laitier et bovin intensif n'était plus conforme à la réglementation européenne. Depuis 2014, Natural Livestock Farming aux Pays-Bas a formé davantage d'agriculteurs et agricultrices et de vétérinaires à l'utilisation des herbes dans les prairies ainsi qu'à l'utilisation sûre des produits à base de plantes prêts à l'emploi disponibles sur le marché. Une opportunité se présente également dans le domaine de l'agriculture carbone, où les prairies herbacées peuvent jouer un rôle crucial dans l'amélioration de la fertilité des sols.

- Plus de 400 grands éleveurs laitiers et éleveuses laitières ont été formé·e·s aux prairies herbacées et à l'utilisation sûre des produits à base de plantes dans la production laitière à grande échelle.
- Des cours sur l'utilisation sûre des remèdes à base de plantes sont proposés aux vétérinaires.
- Des ouvrages de référence sur les remèdes à base de plantes et la gestion du bétail ont été renouvelés et promus pour huit espèces animales.



- En 2022, Natural Livestock Farming Netherlands a servi de partenaire de réseau dans le cadre du programme Kennis op Maat (connaissances adaptées) sur les produits à base de plantes, coordonné par l'université de Wageningen. La phase 2 du projet comprenait la diffusion de connaissances sur la sécurité des produits à base de plantes dans les écoles vétérinaires et agricoles.
- Le master en élevage naturel existe depuis cinq ans.

5. Activités au Kenya, mises en œuvre par l'Effective IPM Association (EIPMA)

- Les activités d'élevage naturel ont débuté en 2024 au Kenya.
- Depuis lors, deux présentations ont été faites lors de la deuxième conférence sur l'agroécologie en Afrique de l'Est à Nairobi (mars 2025) et deux démonstrations réussies d'élevage naturel ont été organisées pour les agriculteurs et agricultrices et les participant·e·s à la conférence avec la Effective IPM Association.

Résultats

En Inde:

- Les pratiques ethno vétérinaires ont été adoptées par le Conseil national de développement laitier (NDDB) en 2018.
- Depuis 2022, l'agriculture naturelle a été intégrée dans la politique agricole nationale.
- En 2024, les pratiques ethno vétérinaires ont été incluses dans les directives standard de traitement vétérinaire.
- ➤ 1 060 000 cas de 34 maladies différentes ont été traités à l'aide des pratiques ethno vétérinaires, avec un taux de guérison global de 80 % (données NDDB).
- Les animaux guéris ont produit 7,3 % de lait supplémentaire par jour.
- Une étude d'impact de l'intervention a montré une réduction de 87,78 % des résidus d'antibiotiques dans le lait produit dans la zone étudiée après un an de formation.
- Une réduction globale moyenne de 91 % a été observée dans l'incidence des maladies suivantes : mammite (84 %), entérite (98,2 %), infertilité (98,2,7 %), maladies varioleuses de la mamelle (100 %).
- Une réduction totale de 79 832 appels aux services vétérinaires de la part des agriculteurs et agricultrices a été observée en 2019-2020, par rapport à 2017-2018 (données NDDB).
- Les pratiques d'élevage naturel ont permis d'obtenir des animaux plus sains et plus résistants.
- On constate une sensibilisation accrue des parties prenantes aux méthodes ethno vétérinaires.
- Les risques liés aux résidus d'antibiotiques dans le lait sont mieux connus.
- La production et la qualité du lait se sont améliorées.
- Une réduction de la présence d'antimicrobiens et des résidus associés a été constatée dans le lait produit ainsi que dans l'environnement environnant (plans d'eau, sol et cultures).
- Les besoins en vermifuges et en acaricides ont diminué.
- Une amélioration de l'environnement et de la biodiversité a été observée.

En Éthiopie:

- Augmentation de 50% de la quantité de lait.
- Augmentation de 33% des revenus agricoles.
- Réduction de 20% des coûts moyens liés à la santé du bétail.
- Réduction de 60% de la mortalité des veaux.
- Réduction de 8% des résidus d'antibiotiques dans le lait Réduction de 50% des cas d'E. coli.
- Cinq universités collectent des données sur les pratiques locales en matière d'utilisation des plantes médicinales.
- Approche d'élevage naturel incluse dans la stratégie du gouvernement éthiopien en matière d'élevage, mars 2023.
- Collaboration avec l'Association Vétérinaires Sans Frontières France (AVSF) dans le sud de l'Éthiopie.
- Signature d'un protocole d'accord avec l'université de Jigjiga en 2025 pour promouvoir l'élevage naturel et les pratiques ethno vétérinaires dans les sociétés pastorales.

En Ouganda:

- Augmentation rapide du nombre d'adhérent·e·s.
- Jeunes impliqués dans la vente locale de yaourt et de beurre.
- Amélioration des revenus agricoles.
- Projet proposé sur la formation à l'élevage naturel et les pratiques ethnovétérinaires (SENEABC).
- Participation de l'université Makarere (École de sciences et technologies vétérinaires AFRISA)
- Augmentation de l'enthousiasme et du nombre de membres de la coopérative de 45 à 176.
- Augmentation de la production communautaire de yaourt (de 200 à 600 litres par semaine) par les femmes, avec transport vers les zones urbaines assuré par deux jeunes commerçants.
- Amélioration des installations, avec un réservoir de collecte d'eau (20 000 litres) et un sol en béton.

Au Kenya:

- Intérêt majeur suscité parmi les agriculteurs et agricultrices.
- Initiative conjointe prévue avec World Animal Protection (WAP).

Aux Pays-Bas:

400 agriculteurs et agricultrices et 50 vétérinaires formés aux prairies herbacées et à l'utilisation sûre des produits à base de plantes.

33

- Réintroduction des prairies herbacées dans plus de 10% des exploitations laitières.
- Projet de traite naturelle pour les agriculteurs et agricultrices.
- Cours sur l'élevage naturel pour les vétérinaires, à partir de 2025.

Enseignements tirés

- Une approche ascendante de la crise de la résistance aux antimicrobiens et des réglementations peut aider les agriculteurs à anticiper la mise en œuvre de politiques plus strictes en matière d'utilisation des antibiotiques.
- L'élevage naturel soutient aussi bien les petites exploitations que les grandes.
- L'élevage naturel présente également un potentiel d'expansion au sein des communautés pastorales.
- Il existe un lien entre les pratiques locales et la validation en laboratoire de la qualité des aliments.
- L'élevage naturel et les pratiques ethno vétérinaires contribuent positivement à l'ensemble des 13 principes de l'agroécologie, mais en particulier:
 - **Santé animale:** Prévention et traitement efficaces des maladies du bétail, réduction de la morbidité et de la mortalité, meilleure adaptation du bétail à son environnement local, logement et alimentation efficaces du bétail, productivité accrue du bétail.
 - Co-création de connaissances: Utilisation et compréhension transdisciplinaires de différents systèmes de connaissances, programmes d'échanges internationaux, groupes d'étude d'agriculteurs et agricultrices (locaux et internationaux), collecte de données et validation des pratiques locales avec contrôle qualité en laboratoire des produits d'origine animale.
 - Santé des sols: Réduction des niveaux de résidus indésirables dans le fumier, amélioration de la vie des sols et des engrais naturels grâce à l'utilisation de fumier composté à partir de résidus de cultures et d'excréments d'animaux.
 - **Biodiversité:** Renaissance et amélioration des races locales de bétail, amélioration de la biodiversité grâce à une utilisation réduite d'insecticides, augmentation de l'utilisation de prairies herbacées, rétablissement de clôtures naturelles, amélioration de la qualité de l'eau grâce à une utilisation réduite de produits chimiques.

Obstacles limitants

Formation vétérinaire: Pour améliorer la santé du bétail avec un minimum de produits chimiques, les agriculteur-rices ont besoin du soutien des vétérinaires. Cependant, la formation vétérinaire officielle se concentre principalement sur le diagnostic et le traitement des maladies du bétail à l'aide de remèdes chimiques plutôt que sur la prévention, ce qui entraîne un manque de compréhension de l'approche alternative basée sur une résilience accrue du bétail et des moyens non chimiques de prévenir et de guérir les maladies. Les agriculteur-rices concerné-e-s se retrouvent ainsi sans soutien efficace de la part de leurs vétérinaires. Certains vétérinaires introduisent cette approche dans les programmes gouvernementaux, de recherche et d'éducation de haut niveau afin de la faire mieux connaître.

Dépendance des agriculteurs à l'égard des remèdes chimiques: La plupart des agriculteur-rices et des éleveur-ses se sont habitués à utiliser des antibiotiques, des vermifuges et des insecticides pour la santé de leur bétail, car ces produits ont été promus au cours des dernières décennies dans les programmes de santé animale à tous les niveaux. Cela signifie que la prise de conscience de la nécessité de réduire l'utilisation de produits chimiques est très faible. Cependant, la nécessité de contrôler leur utilisation se fait de plus en plus pressante en raison de l'augmentation de la résistance aux antimicrobiens, ainsi que de la résistance croissante des vers aux vermifuges et des tiques aux acaricides. Cela exige un effort considérable à tous les niveaux, tant de la part des agriculteurs que des autres acteurs du secteur de l'élevage.

Revenus des vétérinaires et des industries chimiques: Partout dans le monde, les vétérinaires dépendent des ventes de remèdes chimiques pour leurs revenus. Cela complique la transition vers des services de santé animale préventifs et non chimiques. De plus, les industries chimiques stimulent les ventes de médicaments vétérinaires et d'autres produits chimiques à tous les niveaux possibles, notamment en finançant des associations vétérinaires internationales.

Une approche non chimique nécessite une vision intégrée: Pour réduire les niveaux de produits chimiques dans les systèmes de production animale, les animaux doivent être intégrés dans un système de production agroécologique intégré. La plupart des gouvernements ne donnent actuellement pas la priorité à cette perspective de développement. De plus, la production animale doit viser à optimiser plutôt qu'à maximiser la production, une approche qui est actuellement inconcevable dans le cadre des programmes conventionnels de développement de l'élevage.

L'élevage est rarement pris en compte dans les programmes d'agroécologie: Bien que l'élevage soit toujours intégré dans les activités agroécologiques au niveau des exploitations agricoles, ce n'est pas le cas au niveau des ONG, de la recherche et de l'éducation. Cela a un impact négatif sur le développement nécessaire des connaissances et des pratiques requises pour intégrer cette approche à tous les niveaux.

Manque de recherche et de financement: Les programmes dominants de recherche et de développement dans le domaine de l'élevage sont axés sur la maximisation plutôt que sur l'optimisation de la productivité. Cela signifie que la quasi-totalité de la recherche et du financement sont axés sur cet objectif. Ce n'est qu'au cours de la dernière décennie que cette situation a commencé à changer progressivement, en partie grâce à la prise de conscience croissante des dangers de la résistance aux antimicrobiens. Cependant, les programmes visant à changer cette situation se concentrent essentiellement sur les systèmes de contrôle alimentaire (à la fin de la chaîne), plutôt que sur la prévention de l'utilisation de produits chimiques dans la production animale (au début de la chaîne). Cela signifie que le financement de la recherche dans ce domaine est extrêmement limité.

Citations

"Je suis très reconnaissant envers la Natural Livestock Farming Foundation d'avoir servi de pont pour transmettre les connaissances sur les remèdes naturels alternatifs contre la mammite (infection des mamelles). Je suis vraiment heureux que nous disposions désormais d'une médecine alternative naturelle et facilement accessible. C'est vraiment comme les premiers secours, en particulier pour traiter la diarrhée chez les veaux. C'est formidable."

Adey Melesse, chercheur à l'Institut Éthiopien de Recherche Agricole d'Addis-Abeba (EIAR), collaborateur du projet pilote NLF en Éthiopie.

"L'utilisation de pratiques vétérinaires ethniques au Kenya comblera le fossé entre la culture et la science, car les éleveurs disposent de remèdes pratiques ancrés dans les connaissances indigènes."

Dr Nehemiah Mehindo, directeur de la Effective IPM Association, partenaire de la NLF au Kenya, après la démonstration de la NLF en avril 2025.

"Le cours de master optionnel sur l'élevage naturel m'a donné un aperçu idéaliste mais réaliste de ce à quoi pourrait ressembler le secteur agricole à l'avenir. Il m'a donné les outils nécessaires pour soutenir les agriculteurs qui embrassent le changement et pour préserver la santé et le bien-être des animaux dans le processus."

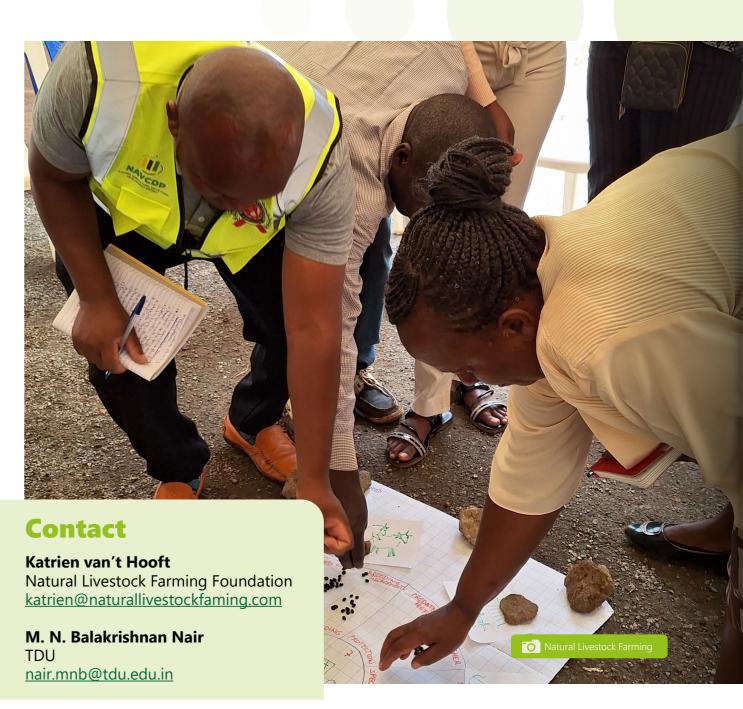
Yoni Veldhuis, étudiant en5eannée de médecine vétérinaire à l'université vétérinaire d'Utrecht, aux Pays-Bas.

"Les futurs vétérinaires doivent être capables de réfléchir aux moyens de promouvoir une agriculture durable, de comprendre les cycles minéraux dans le sol, de savoir comment nourrir les vaches sans excès de protéines et comment augmenter l'espérance de vie productive des vaches laitières. En fin de compte, tout repose sur la santé du bétail, qui est à la base des soins vétérinaires."

Sanne Carp van Dijken, vétérinaire néerlandaise, après la présentation du master NLF lors de la réunion Dier en Kruid (Animaux et herbes) en septembre 2025.

Liens utiles

- Fondation pour l'élevage naturel
- Élevage naturel en Inde Trans Disciplinary University (TDU)
- Élevage naturel en Éthiopie Société éthiopienne de production animale (ESAP)
- Élevage naturel aux Pays-Bas Platform Natuurlijke Veehouderij
- Élevage naturel en Ouganda
- Élevage naturel au Kenya Effective IPM Association



Histoire de Organic Karnali **Népal**



Organic Karnali : renforcer la résilience grâce à l'agroécologie

Ce projet, mené par l'ONG locale Himalayan Permaculture Center (HPC), a démarré en 2023 et se déroule dans la province de Karnali au Népal, où le HPC est présent depuis 2011. Dans cette province, qui a la plus faible densité de population du Népal et abrite certaines des populations les plus pauvres et les plus marginalisées du pays, le projet vise à concevoir et à créer de manière collaborative des communautés résilientes et prospères, durables sur les plans écologique, social et économique grâce à l'agroécologie. Il s'agit essentiellement d'une phase d'extension (appelée phase 5), qui fait suite à quatre phases menées sur douze ans visant à développer les capacités propres du HPC, ainsi que des approches et des techniques conçues dans le but, entre autres, d'augmenter et de diversifier la productivité agricole nationale, de réduire les coûts et de régénérer les écologies et les économies locales.



Certaines organisations impliquées dans ce projet sont entre autres: <u>Le Centre de permaculture himalayen (HPC)</u>, les gouvernements locaux et des ONG nationales telles que <u>l'Institut de travail social</u>, <u>Almost Heaven Farms</u> et <u>Welthungerhilf.</u>

Pays: Népal (province de Karnali).

Période: Juin 2023 – Mai 2028.

Financement: Le budget total du projet s'élève à 1 million d'euros. Les investissements des gouvernements locaux ont déjà été reçus et le Himalayan Permaculture Center recherche actuellement d'autres sources de financement.

Contexte: Karnali est l'une des provinces les plus pauvres du Népal, c'est pourquoi elle a été choisie par le HPC comme cible, en particulier les régions les plus reculées et les plus élevées. Dans cette région, les castes inférieures et les femmes sont la cible prioritaire du HPC. Malgré son niveau de pauvreté élevé, la province de Karnali dispose de bonnes ressources naturelles et d'une grande biodiversité. Sa production agricole est très variée et comprend des bananes, du riz, du maïs, du millet, du blé, de l'orge, des pommes de terre, des pommes, des noix, des agrumes et des avocats. Les différentes altitudes et les différents écotones ont des types de production différents. Le HPC met en place des centres de démonstration dans la région depuis des décennies. L'un de ses outils les plus importants et les plus efficaces est le Farmer's Handbook (Manuel de l'agriculteur et agricultrice), rédigé à l'origine en népalais et également disponible en anglais.

Mission: La mission du projet est de concevoir et de créer en collaboration des communautés résilientes et prospères, durables sur les plans écologique, social et économique (la permaculture comme moyen de concevoir l'agroécologie comme un avenir). Grâce à une programmation dynamique et innovante, les communautés seront en mesure de répondre à leurs propres besoins en eau, en nourriture, en santé et en énergie, devenant ainsi non seulement durables, mais véritablement régénératrices, et s'associant à l'effort mondial pour créer une abondance écologique, sociale et économique.

Principaux bénéficiaires: Populations marginalisées issues des castes inférieures, principalement des femmes.

Les principes et éléments phares sont les suivants:



Co-création de connaissances



é



Réduction de intrants



Biodiversite

Objectifs

Après 30 ans de mise en œuvre du développement rural intégré, les membres du HPC ont identifié les objectifs suivants comme les moyens les plus efficaces pour construire des communautés résilientes et prospères:

- Développer et diffuser les meilleures pratiques et approches en matière d'agriculture agroécologique intégrée: fournir des démonstrations et des formations sur une gamme de technologies et d'approches qui augmentent la productivité des exploitations agricoles et des ménages nationaux.
- Créer des moyens de subsistance régénératifs: faciliter la création et le fonctionnement d'entreprises sociales et de modèles commerciaux éthiques basés sur l'abondance agroécologique, qui développent des entreprises rurales et des activités génératrices de revenus afin d'améliorer l'économie locale des ménages et des communautés.

Activités

Activités prévues pour l'objectif 1:

- Créer et exploiter 20 nouvelles fermes de démonstration et de formation dans la province de Karnali (5 la première année, 10 la deuxième année et 5 la troisième année).
- Mettre en place des programmes de formation associés pour les agriculteurs et agricultrices dans les domaines de l'agroécologie, de la santé des femmes et des cours pratiques à l'école (y compris la conception des terrains scolaires).
- Développer une académie d'agroécologie pour les agriculteurs et agricultrices afin de former 75 "consultant·e·s aux pieds nus" (agriculteurs-formateurs/concepteurs et agricultrices-formatrices/conceptrices).

Activités prévues pour l'objectif 2:

- Développer des industries artisanales basées sur des aliments et des huiles comestibles produits de manière agroécologique, des herbes médicinales, des savons, des textiles et des biofertilisants.
- Soutenir les coopératives pour qu'elles obtiennent la certification biologique.
- Offrir une formation en gestion d'entreprise afin de faciliter l'accès au marché.

Ces activités doivent être soutenues par une **gouvernance efficace** et **des politiques sociales et économiques** qui garantissent leur application à grande échelle.

Résultats

Au cours de sa première année, le HPC a lancé des activités dans 6 des 10 districts de la province de Karnali, comprenant 9 municipalités, dont 5 du projet Green Evolution, qui est intégré aux activités de la phase 5. Les résultats sont les suivants:

4 nouveaux centres de démonstration et d'apprentissage (appelés centres de ressources) conçus et créés selon les principes et le processus de conception de la permaculture, où les méthodes et approches agroécologiques servent de démonstrations pour la formation des agriculteur·rices. Deux autres centres de ressources existants,

développés depuis 2018, soutiennent ces rôles. À ce jour, plus de 700 arbres fruitiers, fourragers et polyvalents, arbustes et graminées ont été plantés dans les nouveaux centres de ressources.

- Les centres de ressources ont également commencé à distribuer aux agriculteurs locaux et agricultrices locales plus de **3 000 plants** d'arbres fruitiers, fourragers et polyvalents, d'arbustes et d'herbes, qui ont été cultivés dans leurs propres pépinières, principalement pour l'agroforesterie et la plantation de vergers.
- Les programmes de formation des agriculteurs et agricultrices se déroulent sous différentes formes. Ces formes sont les suivantes:
 - Cours de formation de 5 jours sur les systèmes agricoles intégrés dans les centres de ressources.
 - Cours de formation intégrée de 3 jours dispensés sur place dans les villages.
 - Des cours de formation technique courts (1 à 3 heures) dans les centres de ressources et dans les villages sur des thèmes spécifiques. Ceux-ci comprennent la conservation des semences, la création et l'exploitation de pépinières, les biofertilisants et le compostage, l'intensification durable de la riziculture, l'agroforesterie, la greffe d'arbres fruitiers, la création de vergers, etc.

Au total, à ce jour, 383 cours de formation différents ont été dispensés à plus de 2 100 agriculteurs et agricultrices, parmi elles et eux 73% sont des femmes.

- Dix nouveaux consultant-e-s "pieds nus" (BC) suivent actuellement une formation de renforcement des capacités, comprenant un cours de conception en permaculture, une formation de formateurs et formatrices et un apprentissage auprès de personnel expérimenté et de consultant-e-s "pieds nus".
- Une usine artisanale de biofertilisants est en cours de création avec le soutien des autorités locales.
- Des banques de semences ont été créées dans deux municipalités.
- Le théâtre de rue vise à sensibiliser les jeunes aux droits des jeunes et à l'agroécologie.

Enseignements tirés

Le projet en étant encore à ses débuts, il se concentre sur la réalisation de démonstrations, la mise en place de programmes de formation et le renforcement des capacités des nouveaux consultant·e·s "pieds nus", en plus d'établir des relations de collaboration avec les administrations municipales locales. Pour cette raison, les détails concernant la diversification des cultures et les changements de rendement ne sont pas encore disponibles, mais ils feront l'objet d'un suivi attentif et seront communiqués dès que possible. Les paramètres mesurés comprennent la matière organique du sol, la diversité des cultures, le rendement, le gain de temps et les avantages économiques.

- Les stratégies clés consistant à donner la priorité aux démonstrations et à la formation sont considérées comme les plus efficaces, en particulier lorsqu'elles sont mises en œuvre par des consultant·e·s locaux non professionnels.
- L'agroforesterie semble être la technique la plus importante à moyen et long terme (avantages significatifs après 1 à 2 ans).

- Les poêles artisanaux sans fumée et à faible consommation de combustible ainsi que les biofertilisants se sont révélés jusqu'à présent la technique la plus efficace à court terme (avantages significatifs en moins d'un an) pour améliorer la santé, la collecte et l'utilisation du bois de chauffage, la gestion de la fertilité et la lutte contre les parasites.
- Les administrations municipales sont désireuses de s'impliquer et disposent de fonds importants pour investir.

Obstacles limitants

Les défis auxquels sont confrontés le HPC et la mise en œuvre de la phase 5 sont les suivants:

- Les fonds municipaux ne sont pas disponibles ou sont retardés. Cette situation est aggravée par le manque de connaissances et d'expérience du HPC en matière de demande de financement municipal. Dans le district de Dolpa, par exemple, un retard dans le financement municipal a entraîné un manque de clôtures et d'eau. Cela signifie que le site du HPC a été pâturé par le bétail et s'est asséché.
- Le HPC tente d'enregistrer son académie afin de permettre aux formateurs-concepteurs et formatrices-conceptrices qualifié·e·s au niveau des exploitations agricoles de recevoir une accréditation officielle. Cependant, l'enregistrement de l'académie aux niveaux provincial et national s'avère très complexe et nécessitera un budget dépassant le cadre du financement de la phase 5.
- La charge administrative liée à la multiplicité des partenaires oblige le personnel de terrain (et les consultant·e·s "pieds nus") à consacrer plus de temps au travail administratif et moins au travail sur le terrain.
- L'augmentation de l'émigration des jeunes entraîne une pénurie de consultant·e·s "pieds nus" qualifiés.
- ➤ La mise en œuvre du programme scolaire, qui comprend l'enseignement de cours pratiques d'agroécologie dans les écoles et la création de jardins de démonstration et la conception de terrains scolaires, sera retardée en raison de la grève des enseignant·e·s.

Citations

"Avant le programme de permaculture, nous ne savions rien de l'apiculture, ni comment récupérer et utiliser les eaux usées, ni comment cultiver des arbres. Aujourd'hui, nous avons des abeilles et tous nos besoins en fourrage et en bois de chauffage sont satisfaits à proximité de la maison, nous n'avons donc presque plus besoin d'aller dans la forêt. Nous avons beaucoup de fruits et légumes frais à manger, et les abeilles nous maintiennent en bonne santé. Les avantages sont nombreux, tous liés à l'agroécologie et à l'aménagement de notre propriété."

Mme Ganga Pun, village de Sal Kharkha

"J'ai arrêté d'utiliser des engrais chimiques il y a deux ans, et je pratique désormais l'agriculture biologique. Une méthode agroécologique que j'ai utilisée dans ma rizière consiste à collecter l'urine, à la diluer avec de l'eau et à l'utiliser à la place de l'engrais à base d'urée. Cela a amélioré la productivité de mon riz et réduit les dégâts causés par les parasites."

M. Pathe Khadka, village de Matela

Liens utiles

- Manuel de l'agriculteur et agricultrice: ressource pédagogique qui sera utilisée dans le cadre du projet Karnali et qui a déjà été utilisée dans d'autres projets HPC: FHB Volumes & Chapters | My Site 8292. Il a d'abord été rédigé en népalais (imprimé et disponible en népalais), puis traduit en anglais pour être mis à disposition gratuitement en ligne.
- Présentation vidéo du HPC (par le prix Lush)



Projet Kilimo Endelevu Arusha Ce projet, mis en œuvre entre février 2022 et mai 2025, a soutenu les exploitations agricoles familiales et contribué à la mise en place d'un système alimentaire durable basé sur l'agroécologie et la gestion durable des terres, ainsi qu'à la souveraineté nutritionnelle de la région d'Arusha, dans le nord de la Tanzanie. Cet impact a été rendu possible grâce à des activités axées sur les

pratiques agroécologiques, la commercialisation

de produits agroécologiques, le soutien des parties

prenantes et le plaidoyer auprès des décideurs et

décideuses politiques locaux.



Certaines organisations impliquées dans ce projet sont entre autres: Le Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (CARI), Iles de Paix (IDP), RECODA and MVIWAARUSHA.

Pays: Tanzanie (région d'Arusha).

Période: Février 2022 - Mai 2025.

Financement: Coopération belge (DGD), Iles de Paix, Agence française de développement (AFD), Fondation Mirova et Région Occitanie.

Mission: Le projet soutient la résilience des populations en contribuant à un système alimentaire durable basé sur l'agroécologie et la gestion durable des terres dans la région d'Arusha (nord de la Tanzanie).

Contexte: La Tanzanie connaît un niveau élevé d'insécurité alimentaire, qui touche particulièrement les populations rurales. Parallèlement, de graves contraintes environnementales menacent les systèmes agricoles dans tout le pays. La région d'Arusha est particulièrement touchée par ces défis, car elle est régulièrement déclarée "région déficitaire sur le plan alimentaire" en raison d'épisodes de sécheresse. Dans le district rural d'Arusha, la quasi-totalité des terres est occupée par l'activité humaine, ce qui entraîne une surexploitation des ressources naturelles. La déforestation entraîne une érosion sévère lors des fortes pluies et la dégradation des terres agricoles. Dans un contexte de croissance démographique, les petites exploitations agricoles sont confrontées au défi de garantir leur approvisionnement alimentaire et leurs revenus avec des ressources limitées. Malgré la proximité de la ville d'Arusha, les agriculteurs et agricultrices ont du mal à générer des revenus suffisants grâce à la vente de leurs produits. Outre leur pouvoir limité pour fixer les prix, la qualité de leurs produits agroécologiques n'est pas reconnue. La qualité et la sécurité des fruits, légumes et autres produits alimentaires ne sont pas suffisamment prises en compte par les consommateurs, les restaurants et les vendeurs et vendeuses sur les marchés. Au niveau local, les élus sont conscients des enjeux de la production durable et de l'alimentation saine, mais ils délèquent la mise en œuvre des actions de développement au secteur privé sans s'interroger sur la valeur potentielle créée pour le territoire ni sur leur rôle et la légitimité de leur action en tant que pilotes de ces territoires. Au niveau national, l'adoption de politiques visant à promouvoir des systèmes alimentaires durables reste faible, en partie en raison du cloisonnement des questions environnementales et agricoles.

Principaux bénéficiaires: 1 500 petit-e-s exploitant-e-s agricoles, petites entreprises telles que des restaurants et des vendeurs et vendeuses de fruits et légumes, représentants des autorités locales et agents de vulgarisation, et 200 membres de réseaux régionaux et nationaux d'agriculture durable et d'agroécologie.

Principaux principes et éléments agroécologiques mis en avant:



Diversification économique



Connectivité



Réduction des



Gouvernance responsable



Participation



Économie circulaire et solidaire



Co-création de connaissances

Objectifs

- Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que la viabilité économique des petits agriculteurs et petites agricultrices grâce à une gestion durable des terres et à l'intensification agroécologique.
- Changer l'environnement institutionnel et social afin de faciliter le déploiement d'une gestion durable des terres et d'une intensification agroécologique grâce à un dialogue multipartite, à la sensibilisation et au plaidoyer.

Activités

Soutien à la transition agroécologique et promotion de la gestion durable des terres:

- Des pratiques et techniques adaptées aux besoins des agriculteurs et agricultrices ont été introduites, offrant de multiples avantages. Les agriculteurs se sont organisés en 21 groupes (provenant de dix villages) comptant plus de 700 petit-e-s exploitant-e-s agricoles, qui ont choisi collectivement les techniques de production agroécologique auxquelles ils souhaitaient être formés. Ces techniques comprennent l'amélioration de la gestion des sols, la fabrication de biopesticides, l'intégration de cultures maraîchères et fruitières, la revitalisation des systèmes semenciers locaux des agriculteurs, etc. La formation a été dispensée dans chaque groupe, avec des démonstrations organisées sur des parcelles collectives. Les membres des groupes se sont réunis chaque semaine pour partager ce qu'ils avaient appris et, vers la fin du projet, 18 nouveaux groupes ont été créés dans neuf nouveaux villages avec le soutien des agriculteurs pionniers et agricultrices pionnières. Le projet a ainsi touché et soutenu près de 1 500 agriculteurs et agricultrices, dont plus de 70% de femmes.
- Afin de diversifier les systèmes de production, le projet a également soutenu la mise en place d'élevages (poulets, porcs et chèvres), générant des avantages économiques (vente d'animaux et de leurs sous-produits), sociaux (amélioration de la nutrition, collaboration et partage d'expériences entre les agriculteurs bénéficiaires) et environnementaux (disponibilité de fumier). L'introduction de l'élevage de volailles est particulièrement adaptée aux intérêts et aux connaissances des femmes.
- Afin d'assurer une large diffusion des pratiques agroécologiques et de restauration des terres, le projet a renforcé l'expertise locale en formant plus de 300 champions de l'agroécologie, agriculteurs techniques de premier plan et agriculteurs et agricultrices relais, qui jouent un rôle dans la démonstration et le soutien technique à leurs pairs. La formation technique a également bénéficié aux services de vulgarisation locaux, permettant ainsi de mettre en place une expertise ancrée localement.
- Les techniques de restauration des terres ont été identifiées sur la base d'évaluations et de discussions avec les chefs de village et les groupes d'agriculteurs. Il s'agit de techniques indigènes (terrasses Fanya Juu et Fanya Chini) adaptées à la restauration des terres en pente. Ces techniques sont efficaces pour limiter l'érosion et améliorer la conservation de l'eau dans le sol. Associées à des techniques de production agroécologiques, elles montrent des premiers résultats en matière d'amélioration de la santé des sols grâce à une fertilité et une productivité accrues, une érosion réduite et une meilleure infiltration de l'eau dans le sol. Les techniques de restauration des terres sont diffusées dans les villages par des "champions de l'environnement". Il s'agit d'agriculteurs qui ont été

formés et sont équipés pour former d'autres agriculteurs et agricultrices. Au total, 220 hectares de terres agricoles et de pâturages ont été restaurés à l'aide de terrasses Fanya Juu et Fanya Chini, les agriculteurs et agricultrices gérant la régénération naturelle. Le projet a également soutenu la création de six pépinières, gérées par des agriculteurs, et a appuyé des campagnes de reboisement avec la plantation de plus de 100 000 arbres.

Soutien à la commercialisation et à la sensibilisation aux produits agroécologiques:

- Afin d'améliorer la gestion après récolte et le stockage des céréales, le projet a organisé des démonstrations de pratiques et de techniques adaptées aux exploitations familiales. Des tests de stockage ont permis aux agriculteurs d'évaluer l'efficacité des techniques proposées (sacs hermétiques et réservoirs) et d'estimer leur reproductibilité les sacs hermétiques sont plus accessibles en termes de prix et de disponibilité dans les magasins. L'organisation de démonstrations et de sessions de formation technique a également été soutenue par des groupes d'agriculteurs. En outre, le projet a permis la mise en place d'options de stockage collectif des semences via des banques de semences gérées par les agriculteurs et agricultrices.
- Afin d'améliorer la commercialisation des produits agroécologiques, le projet a formé et soutenu 58 petites entreprises commerciales, notamment des restaurants, des marchands et des vendeurs ambulants. Ceux-ci ont suivi une formation sur la sécurité alimentaire et la nutrition et ont reçu du matériel pour améliorer la visibilité des produits agroécologiques. Ils ont également été mis en contact avec les agriculteurs et agricultrices soutenu-e-s par le projet. Les membres de plusieurs groupes d'agriculteurs et agricultrices ont également été soutenus par le projet pour vendre collectivement leurs fruits et légumes sur les marchés biologiques et les foires agricoles.
- Afin de garantir la qualité de la production et d'améliorer la différenciation entre les produits conventionnels et agroécologiques, le projet a commencé à soutenir les groupes d'agriculteurs et agricultrices dans la certification par le biais d'un système de garantie participatif. Ce système de garantie participatif (SGP) est basé sur les normes relatives aux produits biologiques en Afrique de l'Est et est associé à la marque Kilimo Hai. Le SGP permet aux agriculteurs et agricultrices de s'organiser en groupes et de garantir le respect des normes de production grâce à une évaluation par les pairs.

Soutien au développement territorial et à la mobilisation des acteurs d'un système alimentaire durable:

- Le projet a contribué à la création de plateformes locales multipartites le Forum des collaborateurs d'Arusha sur l'agroécologie (ACAF) et la Plateforme des systèmes alimentaires durables d'Arusha (ASFSP) dans le but de créer des synergies entre les acteurs locaux autour d'un système alimentaire durable. Ces plateformes se réunissent régulièrement pour partager leurs expériences sur des sujets d'intérêt commun. Le projet a contribué à élargir leur champ thématique en y intégrant de nouveaux sujets, tels que l'agroécologie, les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs et la gestion post-récolte, pour n'en citer que quelques-uns.
- Afin de favoriser la mobilisation et l'engagement des autorités locales, le projet a impliqué les chefs de village et les représentants du district rural d'Arusha. Ceux-ci ont participé à des activités sur le terrain (évaluation, formation et démonstrations), qui ont contribué à renforcer leurs connaissances en matière d'agroécologie et de gestion durable des terres. Dans la ville d'Arusha, le projet a sensibilisé les élus et les acteurs locaux aux systèmes alimentaires durables et a approfondi les discussions sur la gestion des déchets, suscitant un réel intérêt parmi les parties prenantes.

Le projet a mis en place une initiative pilote **pour faciliter la consultation territoriale** au niveau du village (Losikito), en s'appuyant sur les approches méthodologiques et les outils développés par le CARI au Sahel. Une série de réunions de consultation dans le village, auxquelles ont participé les autorités villageoises, a abouti à l'élaboration d'un plan de développement du village basé sur une vision commune. Les parties prenantes de Losikito se sont approprié ce plan de développement et sont désormais en mesure de le présenter.

Sensibilisation et plaidoyer pour mobiliser l'opinion publique et transformer les cadres politiques:

- Diverses activités de sensibilisation ont été menées, ciblant les producteurs ruraux et productrices rurales ainsi que les consommateurs urbains et consommatrices urbaines. Les écoliers ont été sensibilisés à la protection de l'environnement, à l'agriculture durable et à une alimentation saine. Les écoles ont également été aidées à créer des potagers, car ceux-ci constituent un moyen efficace d'introduire des techniques et de convaincre les parents d'adopter de nouvelles pratiques en matière d'agriculture et de nutrition. Les groupes d'agriculteurs et agricultrices ont bénéficié de formations et de démonstrations sur la cuisine, et les agriculteurs et agricultrices techniques de premier plan ont suivi une formation avancée sur la nutrition. Enfin, le projet a permis aux partenaires d'organiser des campagnes radiophoniques ainsi que plusieurs salons consacrés à l'agriculture et à l'alimentation saine dans la ville d'Arusha afin de mieux informer les consommateurs et consommatrices.
- Le projet a soutenu plusieurs mouvements de plaidoyer préexistants ou émergents en Tanzanie. Il a contribué au groupe de travail de la société civile sur l'agroécologie, dont les actions ont conduit le gouvernement national à adopter une stratégie nationale pour l'agriculture biologique et écologique en 2023. Le projet a également soutenu la plateforme SHIWAKUTA, créée en 2020, qui rassemble les organisations régionales d'agriculteurs en Tanzanie et est dirigée par MVIWAARUSHA. Le projet a permis à cette plateforme de renforcer sa structure et sa gouvernance grâce à l'élaboration de manuels administratifs et à l'organisation d'assemblées générales. La plateforme a également adopté et contribué à la mise en œuvre d'une stratégie de plaidoyer quinquennale, comprenant la formation des membres, l'examen des cadres politiques, l'élaboration de documents de synthèse, des réunions avec des dirigeants politiques, etc.
- Le projet a également permis aux partenaires d'étendre leurs efforts de plaidoyer à de nouveaux thèmes, en particulier les défis de la lutte contre la désertification. CARI a partagé son expérience et ses connaissances sur la désertification et le cadre de la CNULCD. Les partenaires ont organisé deux réunions nationales pour préparer un travail collectif de plaidoyer sur la désertification et ont participé au sommet Désertif'actions en 2022 et à la COP16 de la CNULCD en 2024.

Résultats et retombées

De nombreux changements sont déjà en cours au niveau des agriculteurs et agricultrices. Ceux-ci commencent à diversifier leur production, tant en termes d'élevage que de cultures, et adoptent des pratiques agricoles agroécologiques (cultures de couverture, utilisation accrue du fumier, compostage, etc.). Ces pratiques contribuent à réduire certains de leurs coûts de production tout en diversifiant leurs sources de nourriture et de revenus et en ayant un impact positif sur leur trésorerie. Le suivi des exploitations agricoles basé sur

- le TAPE montre des changements positifs dans les exploitations soutenues grâce à leurs scores de caractérisation de la transition agroécologique.
- Sur les terres agricoles, la combinaison de la restauration des terres avec les terrasses Fanya Juu et Fanya Chini et les pratiques agroécologiques (graminées fourragères, perturbation minimale du sol, couverture du sol, utilisation de fumier, etc.) commence à montrer une amélioration de la santé des sols grâce à une fertilité et une productivité accrues, une érosion réduite et une meilleure infiltration de l'eau dans le sol.
- Les agriculteurs directement impliqués dans le projet ont amélioré leur accès à une alimentation de qualité, tant en termes de volume que de diversité, ce qui leur a permis de réaliser des économies et d'améliorer leur régime alimentaire. Ils ont également acquis une meilleure compréhension de l'importance d'une alimentation saine et diversifiée, tout en améliorant leurs pratiques de gestion après récolte en matière de stockage, de transformation et d'autres tâches. La majorité des agriculteurs vendent désormais leurs excédents au niveau du village, et les groupes d'agriculteurs et agricultrices les plus avancés accèdent tous à de nouveaux marchés dans la région d'Arusha, tant sur les marchés biologiques que conventionnels. Les vendeurs et vendeuses et les restaurants soutenus par le projet sont conscients de l'importance des produits agroécologiques. Ils font connaître ces produits et augmentent ainsi leurs ventes.
- Les acteurs locaux (y compris les autorités locales) et les dynamiques sociales soutiennent de plus en plus un système alimentaire durable. Le projet a permis aux agents de vulgarisation locaux d'apprendre de nouvelles techniques et approches en matière d'agroécologie et de restauration des sols.



Enseignements tirés

- L'approche d'intervention du projet repose sur une vision globale du système alimentaire et a permis d'agir simultanément dans plusieurs secteurs (ressources naturelles, production agricole, chaînes de valeur, etc.), à plusieurs échelles géographiques (parcelles, villages, villes, régions, pays) et avec différents acteurs qui font partie du réseau du système alimentaire (agriculteurs et agricultrices, autorités locales et nationales, petites entreprises, citoyens consommateur et citoyennes consommatrices, réseaux de la société civile, etc. La mise en œuvre de cette approche systémique a été facilitée par la répartition des activités entre les quatre partenaires de manière à combiner leurs expertises de manière complémentaire.
- La mise en œuvre du projet a été facilitée par un niveau élevé d'adhésion des bénéficiaires et des parties prenantes de la région d'Arusha, qui ont non seulement bénéficié du projet, mais ont également contribué à sa mise en œuvre et à sa diffusion. Cette adhésion est favorisée par un partenariat avec trois organisations établies dans la région d'Arusha depuis plusieurs années. À ce titre, elles disposent d'une base solide et sont reconnues par les parties prenantes locales.
- L'adoption de nouvelles techniques par les agriculteurs a été rendue possible grâce à leur adhésion à des groupes d'agriculteurs et agricultrices. Ces groupes sont des espaces de formation et permettent des échanges entre pairs. Ils permettent aux agriculteurs et agricultrices de mettre en place des chaînes de solidarité pour échanger des connaissances et des contributions matérielles (semences, plants, animaux, etc.). De plus, en tant qu'organisation paysanne, MVIWAARUSHA entretient des liens étroits avec les agriculteurs individuels, ce qui a également facilité leur implication dans le projet.
- Le projet a enregistré un taux de participation élevé chez les femmes. Les groupes d'agriculteurs et agricultrices créés étaient composés en moyenne de 70% de femmes, dépassant ainsi les ambitions initiales. Cela a été facilité par la prise en compte des besoins spécifiques des femmes dans les programmes de formation. Par exemple, l'introduction de l'élevage de volailles correspondait aux intérêts et aux connaissances des femmes. Les horaires des réunions et des sessions de formation ont également été adaptés pour tenir compte de leurs responsabilités domestiques. Ce taux de participation important des femmes a également été encouragé par le contexte socioculturel. Les femmes jouent déjà un rôle central dans l'agriculture à petite échelle et la sécurité alimentaire des ménages. Elles sont les gardiennes des connaissances agricoles traditionnelles, de la conservation des semences et des décisions nutritionnelles au sein des ménages. Ces rôles existants ont rendu culturellement acceptable, voire facile, la poursuite de la participation aux activités du projet Kilimo Endelevu.

Obstacles limitants

- Le caractère capitalistique et intensif en main-d'œuvre de certaines techniques (telles que les terrasses Fanya Juu et Fanya Chini, les réservoirs de collecte d'eau) a été discuté avec les agriculteurs et doit être évalué et contrôlé plus en détail.
- Parmi les domaines d'intervention sélectionnés, le CARI a introduit une nouvelle approche de mobilisation et de collaboration avec les autorités locales, visant à faire émerger un dialogue multipartite autour d'une vision commune et à créer collectivement des plans

- de développement. Cette approche était nouvelle pour les partenaires et a nécessité plus de temps que prévu initialement pour renforcer leurs capacités. En conséquence, les ambitions du projet en matière de facilitation de la consultation au niveau des villages et sa stratégie d'intervention ont été révisées, et finalement seuls deux villages ont été ciblés pour une intervention pilote. Cela a permis de créer des conditions favorables à la mise à l'échelle lors de la phase suivante du projet.
- La différenciation entre les produits agroécologiques et conventionnels n'est toujours pas suffisante sur le marché. Par conséquent, les agriculteurs ne sont pas en mesure de vendre leurs produits à un prix plus élevé. D'autre part, la croissance d'un segment de marché spécifique pour les produits agroécologiques restera fortement dépendante de la capacité de production des agriculteurs, qui augmentera lentement.

Liens utiles

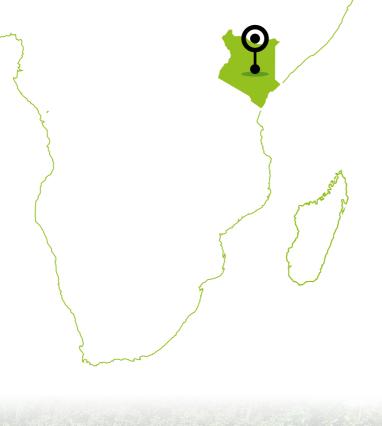
- Kilimo Endelevu Arusha Project
- Restez informé des dernières actualités du projet



Histoire de PELUM Kenya Kenya

Promouvoir la diversification agricole grâce à la gestion des bassins versants

Le projet, qui a débuté en 2017, met en œuvre des pratiques de gestion des bassins versants afin de promouvoir la diversification agricole et de générer des revenus pour les petits exploitant·e·s, en particulier les producteurs de thé, tout en luttant contre le changement climatique et la sécheresse dans les comtés de Kiambu et Murang'a au Kenya, où se trouvent les forêts riveraines et les Aberdares de Murang'a. Le projet est dirigé par un consortium créé pour renforcer la collaboration entre les partenaires, tirer parti de l'expertise de chacun (certains sont spécialisés dans la gestion de l'eau, d'autres dans les bio-intrants, etc.), améliorer l'impact du travail de plaidoyer et s'appuyer sur les atouts des différents partenaires.





Certaines organisations impliquées dans ce projet sont entre autres: Participatory Ecological Land Use Management (PELUM) Kenya, Institute for Culture and Ecology (ICE), Resources Oriented Development Initiatives (RODI), Organic Agriculture Center Kenya (OACK), Community Sustainable Development Empowerment Programme (COSDEP), et Organization of sustainable ecological agriculture practitioners (SACDEP) Kenya.

Pays: Kenya (comtés de Kiambu et Murang'a).

Période: Le projet a démarré en 2017 et est toujours en cours. La première phase de mise en œuvre s'est déroulée de 2017 à 2019 dans le cadre du programme FOSELI (Food Security and Livelihoods Programme). La deuxième phase de mise en œuvre s'est déroulée de 2019 à 2021 dans le cadre du programme IWAMA-DIFE I (Integrated Watershed Management for Diverse Farming Enterprises). La troisième période de mise en œuvre s'est déroulée de 2022 à 2023 dans le cadre du programme IWAMA DIFE II. La quatrième et actuelle période de mise en œuvre a débuté en 2024 dans le cadre du programme de gestion du bassin versant d'Aberdares (AWMP) et s'achèvera en décembre 2025.

Financement: depuis 2017 jusqu'à aujourd'hui, le coût total du projet s'élève à 330 000 livres sterling (385 000 euros), financé par le Tudor Trust, basé au Royaume-Uni.

Mission: L'objectif est d'avoir un impact positif sur la vie des agriculteurs grâce à l'adoption de pratiques agroécologiques.

Contexte: Le projet est mis en œuvre dans les forêts riveraines et les forêts d'Aberdares à Murang'a, zones sujettes aux glissements de terrain. La région souffre également des effets du changement climatique et des sécheresses. L'écosystème d'Aberdare est divisé en cinq zones distinctes (zone à forte utilisation, zone à faible utilisation, zone d'activités sauvages, zone à utilisations multiples et zone d'influence), qui classent les différentes utilisations souhaitées et légalement acceptables des terres de la région. Ces utilisations comprennent le tourisme, la protection de la biodiversité, la sylviculture et les utilisations associées, telles que le pâturage du bétail et la création de plantations. La réserve forestière d'Aberdare joue un rôle essentiel dans les fonctions de captage d'eau du Kenya, car elle est l'un des cinq principaux « châteaux d'eau » du pays. Elle constitue la principale zone de captage d'eau pour les barrages de Sasumua et Ndakaini, qui alimentent en eau (de surface et souterraine) la ville de Nairobi et les villes voisines de Thika, Nyeri, Naivasha, Nyahururu, entre autres. Compte tenu de la fertilité des sols et de la fiabilité des précipitations dans la région, les communautés qui vivent actuellement à proximité de la réserve forestière d'Aberdare sont principalement des agriculteurs et agricultrices et des producteurs et productrices. L'agriculture est donc la principale activité économique des communautés adjacentes à l'écosystème. Les pratiques agricoles sont à la fois à grande et à petite échelle, et la propriété foncière est principalement libre (propriété privée). Les principales cultures commerciales sont le thé, le café, le blé, l'horticulture et la floriculture. Les autres utilisations des terres comprennent l'élevage, le tourisme lié à la faune sauvage, la sylviculture, la pêche, l'urbanisation et les établissements humains. Les principales utilisations de l'eau dans les bassins versants sont l'usage domestique, l'irrigation, la production d'énergie hydroélectrique, l'industrie, la pêche et les services écologiques.

Principaux bénéficiaires: Les petits agriculteurs et petites agricultrices, en particulier les producteurs et productrices de thé.

Principes et éléments clés de l'agroécologie:



Diversification







Gouvernance



Économie circulaire



Biodiversité





Objectifs

- Accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle des petits producteurs et petites productrices de thé à Kiambu et Murang'a grâce à des pratiques agroécologiques, à la diversification des activités agricoles et à la mise en place de débouchés commerciaux.
- Promouvoir la conservation, la réhabilitation et la protection des zones riveraines et la gestion durable des bassins versants dans la zone cible du projet.
- Plaider en faveur de la mise en œuvre de politiques, de législations et de programmes qui renforcent la protection et la gestion des bassins versants et des écosystèmes.

Activités

Les activités ciblent les plantations de thé vert et noir biologique et se concentrent sur plusieurs **principes/éléments clés de l'agroécologie,** notamment:

- **Diversification économique:** Certains agriculteurs et certaines agricultrices utilisent les bénéfices économiques de la production de thé pour acheter de la nourriture, l'objectif était donc de les inciter à produire eux-mêmes leur nourriture et à élever des animaux (lapins, vaches, apiculture, agroforesterie, cultures telles que les patates douces, fumier).
- **Réduction des intrants:** La plupart des producteurs de thé utilisaient beaucoup d'intrants externes tels que des engrais. Ce projet les encourage à produire eux-mêmes des biointrants naturels (tels que le Biokashi ou des engrais à base de coquilles d'œufs, de poussière de roche et de bouse de vache).
- ▶ Biodiversité et action climatique: Des partenariats ont été établis avec des écoles pour planter des arbres (par l'intermédiaire du COSDEP et de l'OACK) et installer des ruches. Cet effort a conduit à une augmentation notable du couvert forestier, avec la plantation de près de 100 000 arbres indigènes, de plants de bambou géant et d'avocatiers Hass dans les zones riveraines. De plus, des cultures de couverture spécialement conçues pour atténuer l'érosion des sols, telles que le vétiver, ont été fournies. Le vétiver s'est avéré être une solution efficace, car il maintient fermement le sol et l'empêche d'être emporté par la pluie. Les femmes ont également été formées à cuisiner tout en économisant de l'énergie, par exemple grâce à une meilleure gestion du bois. Les agriculteurs et agricultrices ont été aidés à installer des bassins pour recueillir l'eau destinée à la plantation.
- **Économie circulaire et solidaire:** Après la COVID, des marchés fermiers biologiques locaux ont été créés à Githumu, Kirwara et dans d'autres comtés afin de relocaliser la consommation. Cela permet aux agriculteurs de vendre leurs produits sur différents marchés et de raccourcir les chaînes de valeur. Des efforts ont également été déployés pour que les produits alimentaires indigènes soient reconnus par la communauté locale.
- Co-création de connaissances sur les traditions culturelles et alimentaires: De nombreuses activités de renforcement des capacités ont été organisées, à travers des échanges d'apprentissage entre pairs et des visites de fermes. Cela inclut également des formations en cuisine, car les organisateurs et organisatrices du projet ont réalisé que les agriculteurs et agricultrices ne cuisinaient pas ce qu'ils produisaient.
- ➤ **Gouvernance responsable:** Le comté de Murang'a est le premier comté du Kenya à avoir élaboré une politique en matière d'agroécologie. Plusieurs événements ont été organisés pour sensibiliser à l'agroécologie: un représentant du ministère de l'Agriculture a été invité à planter un arbre lors d'un événement organisé dans la forêt d'Aberdares, et des visites

de fermes ont été organisées entre les agriculteur·rices et les décideur·ses du comté de Murang'a du Grow Biointensive Agriculture Center of Kenya. Des manuels de formation et un programme d'études sur l'agriculture écologique ont également été créés.

Résultats

Le projet a touché **2 700 ménages** dans les comtés de Kiambu et Murang'a. D'après **l'évaluation de fin de phase 2,** parmi les **150 ménages échantillonnés**, les résultats suivants ont été rapportés:

- **73,2%** ont déclaré avoir amélioré leurs revenus grâce à la diversification des activités génératrices de revenus.
- 30,9% ont bénéficié de meilleures opportunités de commercialisation pour leurs produits agricoles.
- 68,6% ont renforcé leur résilience au changement climatique grâce à l'adoption de pratiques agroécologiques.
- > 30,4% ont amélioré leur accès à l'eau potable pour leur usage domestique et agricole.
- > 50,5% ont accru leur participation aux forums communautaires et aux processus décisionnels.

Au cours de cette phase finale, le projet a aidé quatre gouvernements de comté à élaborer et à finaliser quatre politiques de conservation: le comté de Murang'a a déjà finalisé et adopté des politiques de conservation des terres riveraines et de gestion des espèces exotiques et envahissantes. En outre, le comté de Nyandarua est en phase finale d'élaboration d'une politique de gestion des ressources naturelles (NRM), le comté de Kiambu est en train de finaliser une politique agroécologique et le comté de Nyeri fait progresser une politique de conservation des terres riveraines.

Enseignements tirés

- La mise en œuvre d'un programme conjoint renforce la synergie et s'appuie sur les atouts des différentes organisations.
- Les agriculteurs et agricultrices apprennent mieux auprès de leurs pairs. Il a été démontré que le soutien à l'apprentissage entre agriculteurs et agricultrices et à l'échange d'expériences/de connaissances facilite l'adoption des initiatives. Citons par exemple les activités organisées conjointement avec les partenaires de FOSELI, telles que les visites d'étude, les formations sur le petit bétail et la commercialisation, et les expositions.
- La participation de diverses parties prenantes et responsables est un facteur clé du succès du travail de plaidoyer. Ces acteurs ont été difficiles à convaincre au début, mais après avoir constaté les premiers résultats du projet, ils sont devenus un moteur essentiel de la création de la loi et de la politique agroécologiques.
- La diffusion des connaissances sur les pratiques agricoles agroécologiques a **eu un impact positif sur la nutrition, la santé et l'environnement.**
- L'adoption d'engrais organiques minimise la dépendance aux intrants chimiques et améliore la fertilité des sols, ce qui se traduit par des rendements plus élevés et une augmentation des revenus.
- La conservation des écosystèmes, en particulier la gestion des bassins versants, a permis de réduire l'intensité de l'agriculture dans les zones riveraines, ce qui a diminué l'érosion des sols et la pollution.

55

Histoires de terrain

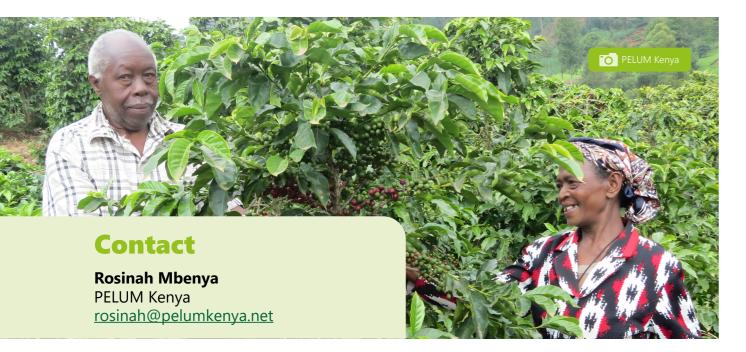
- Le projet a facilité la création de marchés biologiques, contribuant à l'augmentation des revenus des ménages grâce à la vente des excédents de cultures diversifiées. Les agriculteurs et agricultrices, soutenu·e·s dans des entreprises génératrices de revenus telles que l'apiculture et l'aviculture, ont atteint un niveau de qualité et de cohérence des produits permettant de répondre à la demande du marché.
- Le projet a renforcé la capacité des communautés à mener des actions de lobbying et de plaidoyer.
- Le projet a contribué à améliorer l'accès à des ressources alimentaires hautement nutritives, ce qui s'est traduit par **une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle** pour les ménages cibles, **une alimentation plus saine** et une réduction de la malnutrition.
- La culture d'avocatiers Hass et d'autres espèces d'arbres a permis de lutter contre l'érosion des sols et a contribué à améliorer la sécurité alimentaire, nutritionnelle et financière.

Obstacles limitants

- Le paysage des zones riveraines de Murang'a a dû être restauré, car il y a beaucoup de glissements de terrain. Cela a été fait à l'aide de vétiver et de bambous.
- **Le changement climatique** affecte l'intégration de la collecte de l'eau, des bassins versants et de la conservation.
- La gestion du temps est essentielle pour les cultivateurs de thé, car ils ont un calendrier très serré pour la récolte du thé et son transport vers les usines. Afin de garantir leur pleine participation, l'équipe chargée de la mise en œuvre doit s'adapter au rythme et au calendrier des cultivateurs et cultivatrices de thé.

Liens utiles

- Programme de gestion intégrée des bassins versants pour des entreprises agricoles diversifiées (IWAMA-DIFE), rapport d'évaluation du projet, 2022
- FOSELI, rapport de projet, 2017-2019



Citations

"Malgré les pluies continues, nous n'avons pas constaté un seul glissement de terrain grâce aux mesures d'atténuation que nous avons mises en œuvre, grâce au SACDEP et au PELUM Kenya", a déclaré Lucy Wanjiru. "Murang'a est une terre en pente, très sujette aux glissements de terrain et aux coulées de boue, mais grâce à la plantation de cultures de couverture, de bambous le long des zones riveraines et sur les fermes en pente, ainsi que d'arbres fruitiers comme les avocats fournis par le SACDEP, le sol est devenu plus stable. Ces mesures nous apportent une solution à long terme aux problèmes d'érosion qui affligent notre communauté depuis des années".

Lucy Wanjiru.

"J'ai décidé de diversifier mes activités en cultivant des herbes et des épices sur seulement un quart d'acre de ma terre", explique Samuel Maina, agriculteur à Kangari. "Les retombées financières ont été remarquables, bien supérieures à ce que je pouvais gagner avec une superficie beaucoup plus grande consacrée à la culture du café. Pour beaucoup d'entre nous, le morcellement des terres n'a laissé que de petites parcelles peu rentables pour la culture du thé et du café, nous devons donc nous diversifier vers des cultures à plus forte valeur ajoutée. La culture d'herbes aromatiques telles que le chia, le basilic, le fenouil, le thym, le romarin, l'estragon, la menthe et l'origan est véritablement devenue une activité florissante pour moi et d'autres agriculteurs de Kangari."

Samuel Maina, agriculteur à Kangari.

"Bien que j'étais sceptique au départ, je suis rapidement devenu un fervent défenseur des engrais organiques après avoir constaté le revirement remarquable de notre exploitation", a déclaré le mari de Mary. "L'augmentation des rendements a été si importante que nous avons étendu notre plantation de café de seulement 86 buissons à 300, motivés par la promesse de rendements élevés et de pratiques agricoles durables. Cela a marqué un changement radical par rapport à notre dépendance aux engrais commerciaux pendant plus de 15 ans, qui n'avaient jamais donné les résultats escomptés."

Histoire de Proyectar Sin Fronteras

Colombie

De la terre à la table: agroécologie et solidarité contre l'insécurité alimentaire

Ce projet, lancé en 2020, vise à améliorer la résilience des petits producteurs et petites produtrices et des populations urbaines vulnérables grâce à des chaînes d'approvisionnement agroécologiques dans la région de Bogota, en Colombie.

Certaines organisations impliquées dans ce projet sont entre autres: Proyectar Sin Fronteras (PSF), le Réseau des marchés agroécologiques de la région de Bogota (RMABR), l'université UniMinuto, des dirigeants locaux des quartiers de Tocaimita, Bella Flor et Egipto, ainsi que des agriculteurs familiaux locaux.

Mission: L'un des principaux programmes de Proyectar Sin Fronteras consiste à distribuer des paniers alimentaires solidaires dans la région de Bogota, qui servent de pont entre les agriculteurs et agricultrices familiaux agroécologiques ruraux et les communautés urbaines confrontées à l'insécurité alimentaire. Ce programme est ancré dans l'agroécologie et la solidarité, et vise à mettre en relation les agriculteurs et agricultrices familiaux agroécologiques et les communautés urbaines vulnérables grâce à des systèmes alimentaires solidaires qui favorisent l'accès à une alimentation saine, culturellement appropriée et durable sur le plan environnemental. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une stratégie plus large et interconnectée de Proyectar Sin Fronteras visant à promouvoir la justice alimentaire et les transitions agroécologiques dans les territoires ruraux et urbains.

Pays: Colombie (région de Bogotá).

Période: l'initiative a débuté pendant la pandémie de COVID-19 et est active depuis 2020 jusqu'à aujourd'hui.

Financement: Elle a reçu des financements à différentes étapes, dans le cadre de multiples projets et provenant de diverses sources, notamment la GIZ, le groupe Palladium, l'Initiative Teilen, des donateurs individuels et des partenaires du secteur privé. Le budget total s'élève à environ 40 000 dollars américains.

Contexte: La Colombie compte l'un des plus grands nombres de personnes déplacées à l'intérieur du pays au monde, avec plus de 5,8 millions de personnes contraintes de migrer en raison de conflits armés, de spoliations foncières et de pressions socio-environnementales. Bogotá, principale ville d'arrivée, accueille plus de 360 000 personnes déplacées. Beaucoup s'installent dans des quartiers urbains informels caractérisés par des logements précaires, le chômage et un accès limité aux services essentiels tels que l'eau potable, les soins de santé et une alimentation nutritive. Ces quartiers urbains sont confrontés à une insécurité alimentaire structurelle persistante. Bien que la nourriture soit physiquement disponible dans la ville, elle est souvent inaccessible aux familles à faibles revenus en raison des prix élevés, du manque d'infrastructures et de la dépendance à l'égard des aliments ultra-transformés. La pandémie de COVID-19 a encore aggravé ces inégalités, mettant en évidence la fragilité des systèmes alimentaires conventionnels. En réponse, Proyectar Sin Fronteras a développé une stratégie qui rassemble les agriculteurs et agricultrices familiaux agroécologiques et les populations urbaines vulnérables.

Principaux bénéficiaires: Les familles urbaines en situation de vulnérabilité, en particulier les ménages dirigés par des femmes, les migrants et les personnes déplacées à l'intérieur du pays. En outre, comme le programme est lié à d'autres initiatives en cours au sein de l'organisation, les agriculteurs et agricultrices familiaux agroécologiques, dont les produits ont été achetés pour composer les paniers, en sont également bénéficiaires.

Principaux principes et éléments agroécologiques mis en avant:



Valeurs sociales et alimentation



Connectivité



Traditions culturelles et



Économie circulaire et



Valeurs humaines et



Réd i



Équité

Objectif

Améliorer la sécurité alimentaire et l'accès à une alimentation saine et nutritive pour les populations urbaines vulnérables en promouvant la distribution solidaire, l'éducation nutritionnelle et les systèmes alimentaires locaux dans la région de Bogotá, tout en renforçant la production agroécologique chez les agriculteurs familiaux.

Activités

Soutenir la production et la certification agroécologiques:

- Mise en œuvre d'un système de garantie participatif (PGS) pour les agriculteurs et agricultrices familiaux.
- Renforcement des capacités en matière de pratiques agroécologiques, telles que l'analyse des sols et l'utilisation d'intrants biologiques.
- Elaboration d'une stratégie commerciale pour les agriculteurs familiaux et le marché Sembrando Confianza.

Renforcer la solidarité urbaine pour venir en aide aux plus vulnérables:

- Distribuer des paniers alimentaires solidaires aux communautés locales dans les quartiers très vulnérables.
- Répondre à la COVID-19 et à l'insécurité alimentaire structurelle en donnant aux gens accès à la nourriture.
- Approvisionnement de tous les paniers auprès d'agriculteurs agroécologiques locaux.

Promouvoir une alimentation nutritive et l'éducation:

- Organisation d'ateliers sur la nutrition dans différentes communautés urbaines.
- Collaborer avec un nutritionniste et un cuisinier traditionnel pour animer des ateliers de cuisine axés sur l'utilisation de cultures indigènes et traditionnelles.
- Promouvoir une alimentation saine et équilibrée, ancrée dans l'agroécologie.
- Stimuler la mémoire gustative à l'aide d'aliments locaux et ancestraux de la région andine.
- Partager des recettes de cuisine maison abordables, nutritives et adaptées à la culture locale.
- Encourager les participants à reconnaître l'origine des ingrédients alimentaires, comment s'y procurer et comment les préparer de manière accessible et durable.

Mobiliser les communautés grâce au jardinage urbain:

- Activer et transformer les espaces urbains inutilisés en jardins communautaires afin de réunir les voisins autour d'un projet agroécologique commun et de renforcer la confiance et l'appropriation de la communauté.
- Favoriser la confiance collective, l'appropriation et l'engagement à long terme envers les pratiques agroécologiques dans le contexte urbain.

Résultats

- ➤ 60 agriculteurs et agricultrices familiaux agroécologiques soutenu·e·s dans 14 municipalités.
- Certification PGS obtenue par 100 % des agriculteurs et agricultrices participants, renforçant la confiance et l'assurance qualité pour les consommateurs et consommatrices.
- Une nouvelle stratégie commerciale pour le marché, qui a entraîné une augmentation de 200% du nombre de clients et clientes et de 49% des ventes.
- Mise en place d'un modèle de partage des bénéfices: 70% aux agriculteurs et agricultrices, 30% au marché Sembrando Confianza.
- 1 542 paniers solidaires distribués, touchant 6 168 personnes, ce qui a permis d'améliorer l'accès à la nourriture et de répondre à l'insécurité alimentaire structurelle.
- Ateliers sur la nutrition dans quatre communautés urbaines différentes.
- Un nouveau jardin communautaire et trois jardins existants renforcés grâce à l'implication de la communauté.

Enseignements tirés

Cette initiative a apporté des enseignements clés pour l'intégration de l'aide alimentaire et de l'agroécologie dans les systèmes alimentaires urbains et ruraux:

- L'aide alimentaire et l'agroécologie peuvent se renforcer mutuellement. Dans les contextes où la souveraineté alimentaire n'est pas encore envisageable, les actions solidaires peuvent favoriser la sécurité alimentaire tout en soutenant les valeurs agroécologiques.
- Les paniers solidaires sont plus qu'une simple aide. Ils ont généré une demande fiable pour les produits locaux, renforcé les liens entre les zones urbaines et rurales et consolidé les chaînes d'approvisionnement courtes.
- L'éducation nutritionnelle doit être adaptée au contexte. La nutrition ne se résume pas aux calories: elle doit mettre en avant les ingrédients locaux et régionaux, les connaissances culturelles et le droit d'accéder à une alimentation saine, quel que soit le revenu.
- L'accessibilité est une question systémique. Les aliments agroécologiques ne doivent pas rester un privilège. Les modèles inclusifs doivent combiner production, distribution et éducation afin d'atteindre les personnes les plus touchées par les inégalités structurelles.
- La complexité n'est pas une faiblesse, c'est une force. Les projets agroécologiques peuvent embrasser la complexité, car il ne s'agit pas seulement de produire différemment, mais aussi de distribuer équitablement.

Obstacles limitants

- ▶ Défis logistiques et de coordination: La livraison des paniers alimentaires et la programmation des ateliers ont nécessité une coordination intense entre les participant·e·s ruraux et urbains. Les communautés vulnérables dépendent souvent du travail informel quotidien pour survivre, ce qui limite leur disponibilité pour participer à des activités prolongées.
- Accès à la terre et soutien public: Dans les zones urbaines, la disponibilité limitée de terres sécurisées et le manque de soutien municipal ont freiné le développement des jardins communautaires et de l'agroécologie urbaine.

Citations

"Les paniers alimentaires ont renforcé les efforts de notre communauté en matière de souveraineté alimentaire. L'accès à des aliments sans produits chimiques n'est pas courant pour les familles vulnérables, les ménages à faibles revenus et les recycleur·se·s. De plus, c'est un énorme avantage de pouvoir soutenir les agriculteurs agroécologiques locaux grâce à ce processus." – San Cristobal

"Les livraisons de nourriture ont apporté un soulagement à court terme à de nombreuses familles, en particulier celles qui survivent grâce à la vente informelle dans la rue et à d'autres sources précaires de revenus quotidiens. L'accès à des aliments frais, et en particulier agroécologiques, est extrêmement rare dans ces contextes." — Belén

Liens utiles

- Publication Instagram
- Article sur les marchés solidaires (en espagnol)
- Publication Instagram



Histoire du CEFROHT

Ouganda

Promouvoir l'agroécologie grâce à des cadres juridiques, institutionnels et politiques en Afrique de l'Est

Le CEFROHT a mis en œuvre ce projet en utilisant une stratégie de partenariat multidimensionnelle fondée sur les droits humains qui combine des approches de plaidoyer juridique, de réforme politique, de renforcement des capacités institutionnelles, d'autonomisation des communautés et de soutien au marché afin de renforcer la promotion de l'agroécologie. L'objectif est de faire en sorte que l'agroécologie devienne un modèle viable, évolutif et durable pour des systèmes alimentaires résilients en Afrique de l'Est.



Certaines organisations impliquées dans ce projet sont entre autres: CEFROHT, Food and Agriculture Organization (FAO), Alliance for Food Sovereignty in Africa (AFSA), Slow Food Uganda, Eastern and Southern African Farmers' Forum (ESAFF-Uganda).

Période: 2024-2027.

Pays: Uganda and other Eastern African countries.

Financement: Le budget total s'élève à 83 247,22 euros, financés par DKA Austria et BOTH Ends.

Mission: Soutenir la mise en place de cadres juridiques, institutionnels et politiques complets qui favorisent l'agroécologie, l'équité en matière de semences et la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de l'Afrique de l'Est.

Contexte: L'Ouganda, comme le reste de la région de l'Afrique de l'Est, connaît un afflux de pratiques agricoles industrielles - notamment les OGM, les systèmes de monoculture et l'agriculture intensive en produits chimiques - qui compromettent les systèmes alimentaires traditionnels, la biodiversité et la souveraineté semencière. Cela menace les moyens de subsistance de millions de petits agriculteurs et petites agricultrices ; on estime à 62 millions le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire en Afrique de l'Est.

L'agroécologie offre une approche holistique de l'agriculture et une solution durable aux défis susmentionnés, en donnant la priorité à la résilience climatique, à la santé des sols, à la conservation de la biodiversité, à la sécurité alimentaire, à la justice sociale et au bien-être humain.

Bien que la société civile et certains gouvernements de la Communauté de l'Afrique de l'Est s'efforcent de promouvoir l'agroécologie, leurs efforts pourraient s'avérer vains, car des pratiques agricoles industrielles sont introduites dans la région avec des cadres juridiques, institutionnels et politiques très faibles. Cela signifie qu'il n'existe aucune garantie contre la perte de biodiversité, le biopiratage et l'asservissement des populations et des économies rurales.

En outre, la Communauté de l'Afrique de l'Est n'a pas encore pleinement intégré l'agroécologie dans son cadre commercial. Aujourd'hui, il est difficile pour les agriculteurs d'exporter leurs produits sans encombre en raison de l'absence de normes universelles et de la reconnaissance inégale des certifications agroécologiques par les États membres. Les petits exploitants et petites exploitantes agricoles sont confronté·e·s à des obstacles tels que des procédures douanières complexes et des coûts de transport élevés, qui limitent leur accès aux marchés régionaux, malgré la demande croissante de produits issus de l'agriculture durable.

Tous les États partenaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est ont accepté d'être liés par le traité de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Toute loi élaborée et adoptée à ce niveau prévaut sur les lois nationales et municipales.

Cela signifie que la société civile doit combler ce fossé avant que les intérêts de l'agriculture industrielle n'imposent leur propre loi ou politique à ce niveau supérieur. Cependant, une loi bénéficiant d'une compréhension institutionnelle au niveau est-africain pourrait être extrêmement bénéfique pour promouvoir l'agroécologie, la souveraineté semencière, le commerce à l'échelle régionale et l'adaptation au changement climatique.

Principaux bénéficiaires: Les gouvernements locaux, les petits exploitants agricoles les plus vulnérables et les plus touchés, le Secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est (EALA), les OSC partenaires travaillant sur l'agroécologie en Afrique de l'Est, les mouvements agroécologiques, les universités.

Principaux principes et éléments agroécologiques mis en avant:



Valeurs sociales et alimentation



et sociales





ité Gouverr

Participatio

Histoires de terrain

Objectifs

- Renforcer les capacités de l'EALA, du Secrétariat de la CAO et des ministres du cabinet de la CAO en matière d'agroécologie, en vue de mettre en œuvre une politique régionale globale sur l'agroécologie.
- Renforcer les cadres institutionnels pour la promotion de l'agroécologie au niveau de l'Afrique de l'Est.
- Promouvoir l'équité et la souveraineté semencières en Afrique de l'Est en contestant les politiques qui favorisent les OGM devant la Cour de justice de l'Afrique de l'Est.
- Fournir une justification juridique pour l'inclusion d'approches fondées sur les droits humains et de cadres centrés sur les personnes dans le projet de loi de la CAE sur les semences et les variétés végétales qui protège les variétés de semences indigènes, avec des dispositions spécifiques sur les systèmes de semences gérés par les agriculteurs et agricultrices.
- Promouvoir la biodiversité et la souveraineté semencière en Afrique de l'Est en contestant devant la Cour de justice de l'Afrique de l'Est les politiques qui favorisent les OGM et l'oléoduc d'Afrique de l'Est (EACOP).

Activities

- En 2024, en collaboration avec la FAO, le CEFROHT a organisé une session de renforcement des capacités avec le Comité de l'agriculture, du tourisme et des ressources naturelles (ATNR) de l'EALA, qui a abouti à une résolution reconnaissant l'agroécologie comme une priorité stratégique pour la formulation de politiques durables dans les domaines de l'agriculture, du tourisme et de la gestion des ressources naturelles dans toute la région de l'Afrique de l'Est, afin de soutenir l'élaboration d'un cadre régional de la CAE sur l'agroécologie.
- Des réunions bilatérales de renforcement des capacités ont été organisées avec le Secrétariat de la CAE et les membres de l'EALA afin de renforcer leur compréhension de l'agroécologie et d'élaborer une feuille de route claire pour une politique et une législation de la CAE en matière d'agroécologie.
- Le CEFROHT a participé à la 2e conférence sur l'agroécologie à Nairobi, où il a également organisé un événement parallèle et présenté des communications. Celles-ci ont souligné la nécessité urgente de soutenir l'élaboration d'une loi-cadre ou d'une politique commune en matière d'agroécologie qui façonnera les discussions politiques au niveau de la CAE, ainsi que le rôle des femmes et des jeunes dans la promotion de l'agroécologie, en mettant l'accent sur des cadres politiques et juridiques inclusifs. Les communications sont disponibles <u>ici</u> et <u>ici</u>.
- En collaboration avec Both ENDS, BIBA-Kenya, SEATINI et d'autres partenaires, le CEFROHT a organisé un événement parallèle sur l'intégration de l'agroécologie dans la politique commerciale lors de forums régionaux, appelant à des réformes de l'AfCFTA afin de protéger les agriculteurs, la souveraineté semencière et la certification des produits agroécologiques.
- Le CEFROHT a collaboré avec les membres de l'EALA pour faire adopter une motion visant à élaborer une politique régionale type en matière d'agroécologie et un rapport régional détaillé sur l'agroécologie, soulignant la nécessité de réformes juridiques pour protéger les petits exploitants agricoles et promouvoir des systèmes alimentaires résilients au changement climatique, renforçant ainsi le soutien politique au sein de la CAE.

- À la suite de la motion de l'EALA, la FAO a été engagée pour faire avancer les processus de formulation d'une loi-cadre ou d'une politique de la CAE sur l'agroécologie.
- Des efforts ont été entrepris pour former les petits exploitants agricoles à la responsabilité sociale et aux techniques de plaidoyer, afin de leur permettre d'exiger des réformes et de demander des comptes aux dirigeants pour leur inaction, ou de faire pression sur les autorités locales pour qu'elles soutiennent l'agroécologie.
- Le Réseau juridique pour l'agroécologie en Afrique (ALENAF) a été lancé. Il s'agit d'un centre juridique pour l'agroécologie et d'une initiative panafricaine réunissant des avocats, des juristes, des groupes de la société civile et des agriculteurs afin d'utiliser le droit pour défendre l'agroécologie, la souveraineté alimentaire et la justice écologique. Pour en savoir plus sur l'ALENAF, cliquez <u>ici.</u> Une vidéo du lancement est également disponible <u>ici,</u> ainsi que des informations sur la manière d'adhérer <u>ici.</u>
- Des efforts ont été déployés pour permettre aux agriculteurs et agricultrices de s'organiser et de tenir des barazas (réunions) communautaires, au cours desquelles ils ont discuté avec les responsables des besoins en matière d'agroécologie dans les domaines des semences, des produits agrochimiques biologiques, des marchés et de l'irrigation.
- Les agriculteurs et agricultrices ont été soutenu·e·s par les **centres d'apprentissage de l'agroécologie**, qui sont des pépinières pour l'agriculture durable, l'éco-entrepreneuriat et l'éducation juridique. Dans ces centres, les agriculteurs et agricultrices sont passé·e·s de l'agriculture conventionnelle à l'agroécologie tout en apprenant leurs droits et en engageant les gouvernements locaux à respecter leurs obligations.
- Nous avons **intenté dix procès d'intérêt public** depuis 2023, dont deux devant la Cour de justice de l'Afrique de l'Est, tous dans le but de faire valoir le droit à une alimentation adéquate. Il s'agit notamment:
 - <u>Une affaire</u> devant la Cour de justice de l'Afrique de l'Est contre le gouvernement kenyan. Cette affaire concerne un OGM et les mesures prises par le gouvernement pour lever l'interdiction de cultiver et d'importer des aliments et des semences génétiquement modifiés en République du Kenya.
 - <u>Une affaire</u> concernant l'EACOP, contre les gouvernements de l'Ouganda et de la Tanzanie, et la Communauté de l'Afrique de l'Est. Cette affaire conteste la construction du projet EACOP, arguant que celui-ci viole diverses dispositions du Traité de la Communauté de l'Afrique de l'Est et du Protocole pour le développement durable du bassin du lac Victoria, ainsi que les droits humains et les considérations environnementales.
 - Une autre affaire a été portée devant la Haute Cour d'Ouganda afin d'interdire l'utilisation, la vente et l'importation de produits chimiques à base de glyphosate en Ouganda, et de réglementer de manière appropriée les produits chimiques agricoles qui violent les droits constitutionnels à la santé, à la vie, à une alimentation suffisante et à un environnement propre.
- Nous avons assuré la **représentation juridique** dans les affaires relatives aux OGM et à l'EACOP devant la Cour de justice de l'Afrique de l'Est, y compris lors de l'audience sur l'EACOP qui s'est tenue le 24 février 2025 au Rwanda.
- Nous croyons au droit à la terre comme principe fondamental pour la promotion de l'agroécologie. Nous avons **déposé et traité 511 affaires pro bono**, qui ont été résolues à la fois devant les tribunaux et par le biais de mécanismes communautaires non contentieux, promouvant la sécurité foncière comme fondement de l'agroécologie en renforçant le lien étroit entre les droits fonciers et la sécurité alimentaire.

Histoires de terrain 67

Résultats

- L'EALA a officiellement reconnu l'agroécologie comme une priorité stratégique pour les politiques durables dans les domaines de l'agriculture, du tourisme et de la gestion des ressources naturelles en Afrique de l'Est.
- Une motion a été adoptée à l'EALA appelant à l'élaboration d'une politique régionale modèle en matière d'agroécologie, jetant ainsi les bases d'un cadre juridique et politique harmonisé, ce qui constitue une avancée majeure vers une agriculture durable et la sécurité alimentaire dans la CAE. Lire la motion <u>ici.</u>
- La commission EALA-ATNR a présenté un rapport détaillé sur l'agroécologie à l'Assemblée, soulignant la nécessité de réformes juridiques pour protéger les petits exploitants agricoles et promouvoir des systèmes alimentaires résilients au changement climatique. Ensemble, la motion susmentionnée et le rapport ouvrent la voie à une politique régionale unifiée en matière d'agroécologie. Lire le rapport <u>ici.</u>
- Le CEFROHT, en partenariat avec la FAO, le secrétariat de la CAE et le comité EALA-ATNR, a élaboré une feuille de route pour une loi-cadre et une politique de la CAE sur l'agroécologie.
- Le CEFROHT a créé et lancé l'ALENAF, un réseau juridique panafricain réunissant des avocats, des membres de la société civile, des universitaires et des groupes d'agriculteurs afin de défendre l'agroécologie, la souveraineté alimentaire et la justice écologique. Ce réseau est devenu une plateforme centrale pour le plaidoyer, le partage des connaissances et le soutien aux litiges à travers l'Afrique.
- Le CEFROHT a accueilli et participé à des conférences régionales et des événements parallèles, produisant des documents et des rapports soulignant le rôle de l'agroécologie dans la sécurité alimentaire, la résilience climatique et les politiques inclusives en matière de genre.
- Le CEFROHT a plaidé en faveur de l'intégration de l'agroécologie dans les cadres commerciaux régionaux, notamment dans les réformes de la ZLECA pour la souveraineté semencière et la certification des produits agroécologiques.
- Des efforts ont été déployés pour renforcer les capacités des agriculteurs et agricultrices en matière de responsabilité sociale, de plaidoyer et d'approches fondées sur les droits, leur permettant ainsi d'influencer les politiques locales et régionales.
 - Une communauté de pratique entrepreneuriale en agroécologie a été créée, permettant aux agriculteurs de passer d'une agriculture conventionnelle à une agriculture agroécologique durable. Cela fonctionne à plusieurs niveaux:
 - Les centres d'apprentissage en agroécologie, les marchés territoriaux et la forte collaboration des autorités locales permettent aux agriculteurs et agricultrices de bénéficier de formations, d'intrants biologiques, d'un accès à des marchés haut de gamme sans droits de douane et d'un soutien à la promotion de leurs produits.
 - Les gouvernements locaux mobilisent les groupes d'agriculteurs et agricultrices au sein de coopératives d'épargne et de crédit et facilitent l'accès aux fonds du modèle de développement paroissial et aux prêts à faible taux d'intérêt.
 - Des règlements favorables créent un cadre de gouvernance inclusif qui fait de l'agroécologie un modèle économique viable et renforce les systèmes agroalimentaires durables.

- Le CEFROHT a participé à des réunions stratégiques avec trois dirigeants des autorités locales, l'Association des autorités locales ougandaises (une organisation qui chapeaute toutes les autorités locales en Ouganda) et le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAAIF) sur les partenariats visant à promouvoir l'agroécologie et à garantir le respect de la gouvernance, de la responsabilité et de la loi. Ces réunions ont permis d'identifier les règlements, les ordonnances et le soutien communautaire comme des outils clés pour la promotion de l'agroécologie et l'engagement à travailler ensemble.
- Le CEFROHT a signé un protocole d'accord avec différents gouvernements locaux de district afin de promulguer des règlements municipaux qui favorisent l'agroécologie, soutiennent les agriculteurs modèles et intègrent l'agroécologie dans le modèle de développement paroissial (PDM).
- Le directeur exécutif du CEFROHT, le Dr Kabanda David, a remporté le prix annuel des systèmes alimentaires organisé par le ministère de l'Agriculture et la FAO en reconnaissance du travail du CEFROHT en faveur d'un système alimentaire juste et durable en Ouganda. Cela souligne l'impact du travail accompli par le CEFROHT pour promouvoir le droit à une alimentation adéquate et mettre en place un système alimentaire durable en Ouganda.
- Depuis le début des activités du CEFROHT, 20 des 25 affaires judiciaires ont été gagnées. Il s'agissait d'affaires relatives aux droits fonciers des communautés que nous avons plaidées en vertu de la loi sur l'application des droits humains (Human Rights Enforcement Act Cap 12) et qui ont contribué à 511 victoires judiciaires.
- Un soutien est actuellement apporté à 3 050 agriculteurs et agricultrices
- > 1 384 personnes ont participé à des engagements communautaires.
- > 500 dirigeants locaux participent actuellement aux activités du CEFROHT.
- Le CEFOHT a remporté 511 victoires juridiques en faveur des femmes vulnérables.

Enseignements tirés

- Des cadres de gouvernance locale solides, tels que les règlements municipaux, sont essentiels pour développer l'agroécologie.
- Il est nécessaire que les pays africains participent à l'élaboration des politiques commerciales mondiales. Nous recommandons une révision complète du protocole sur les zones de libre-échange et des règles d'origine en vue d'aligner les intérêts africains.
- L'intégration de l'agroécologie dans les discussions sur les politiques commerciales et d'investissement, en particulier dans le cadre de la ZLECA, garantit la protection des petits exploitants agricoles. L'autonomisation des femmes et des jeunes en tant que champions et championnes de l'agroécologie renforce la résilience, l'adoption par les communautés et l'action citoyenne.
- La promotion de l'agroécologie nécessite une approche multisectorielle. Son intégration dans la législation et les politiques oblige légalement les gouvernements à protéger et à promouvoir l'agroécologie et à protéger les intérêts des petits exploitants et petites exploitantes agricoles.

Obstacles limitants

- Ingérence de l'industrie: les acteurs de l'agriculture industrielle interfèrent directement ou indirectement dans les processus d'élaboration des politiques par le biais de discours sur l'agriculture industrielle, ainsi qu'en faisant pression sur les décideurs politiques, en proférant des menaces juridiques et en finançant des recherches visant à contrer les actions et les recherches des agriculteurs.
- De nombreux petits agriculteurs et petites agricultrices sont des femmes. Elles sont les plus exposées aux problèmes liés au droit à l'alimentation et aux droits fonciers.
- Sensibilisation limitée des décideurs politiques à l'agroécologie et à son lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Citations

"Nous prévoyons d'harmoniser les politiques régionales en matière d'agroécologie, de plaider en faveur d'investissements dans la recherche et la formation liées à l'agroécologie, et d'améliorer l'accès au marché pour les produits biologiques."

Hon. Uwumukiza Francoise, ancienne présidente de la Commission de l'agriculture, du tourisme et des ressources naturelles de l'EALA.

"Ensemble, nous devons nous positionner de manière à influencer les processus politiques de la CAE et de l'Union africaine qui favorisent l'agroécologie et protègent les droits des petits exploitants agricoles."

Hon. Gideon Gaptan Thoar, président de la Commission de l'agriculture, du tourisme et des ressources naturelles de l'EALA.

"Avec des partenaires partageant les mêmes idées, nous devons poursuivre le bon travail et maintenir la dynamique afin d'élaborer des politiques qui favorisent l'agroécologie et garantissent des systèmes alimentaires résilients en Afrique."

Dr David Mudavi, directeur exécutif de Biovision Africa Trust.

Liens utiles

- Article sur la Résolution
- Lien vers la Résolution
- Rapport de la Commission de l'agriculture, du tourisme et des ressources naturelles de l'EALA
- Vidéo du CEFROHT 'The Magic of Agroecology Farming'
- Article à propos du Dr David Kabanda





Co-création d'une agriculture régénérative et d'une agroécologie pour le "Jardin de l'espoir" des détenus : horticulture thérapeutique et mise en place de systèmes alimentaires régénératifs

Ce projet de plus de 15 ans, mis en œuvre en Indonésie, se concentre sur les pratiques agroécologiques, le jardinage thérapeutique pour les détenus et les systèmes alimentaires régénératifs. Le projet utilise <u>l'approche de la Théorie U</u> pour permettre aux détenus de développer un esprit ouvert, un cœur ouvert et une volonté ouverte. La théorie U a été développée par Peter Sange et Otto Scharmer et combine la pensée systémique, l'innovation et la conduite du changement avec des pratiques de prise de conscience. Elle nous permet de mettre à jour nos systèmes d'exploitation mentaux et organisationnels afin d'opérer des changements. En tant qu'approche thérapeutique, l'agroécologie mise en œuvre dans la pratique de l'horticulture peut être un moyen transformateur pour les détenus de bénéficier de la théorie U.



Certaines organisations impliquées dans ce projet sont entre autres: La Fondation Indonesia Biru Lestari Initiative (Yayasan Inisatif Indonesia Biru Lestari), connue sous le nom de WAIBI; la Direction générale des services correctionnels, ministère de l'Immigration et des Services correctionnels; l'Agence de développement et de conseil en ressources humaines agricoles, ministère de l'Agriculture; l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE); l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN); et Sarikat Buruh Muslimin Indonesia (Sarbumusi).

Pays: Indonésie.

Période: 2014-en cours.

Mission: Superviser l'élaboration d'une politique locale d'approvisionnement en aliments nutritifs grâce à des systèmes alimentaires régénératifs; formuler des recommandations fondées sur des données probantes afin d'aider le gouvernement à élaborer une politique d'approvisionnement en aliments sains; aider les anciens détenus à réintégrer la société en tant que membres à part entière de la communauté; entretenir et préserver l'environnement autour des prisons et à l'extérieur.

Financement: Banque d'Indonésie et dons publics.

Contexte: En Indonésie, 89,5 % des terres agricoles sont dans un état non durable, avec une faible productivité et de faibles niveaux de carbone organique dans le sol en raison de l'utilisation massive de pesticides et d'engrais chimiques. La plupart des productions agricoles du projet consistent en divers fruits et légumes, utilisant une variété de couleurs (amarante verte, rouge et bicolore, par exemple) et d'apports sensoriels (différentes formes, saveurs, etc.) pour stimuler les sens des détenus jardiniers, qui travaillent pieds nus afin d'établir un contact direct entre leur corps et la terre.

Sur le plan politique, la loi nationale n° 22/2019 stipule que les pratiques agricoles en Indonésie doivent être fondées sur une approche agroécologique de l'agriculture de conservation et respecter le principe de l'importance du maintien d'un sol sain. Ainsi, des pratiques telles que l'agriculture régénérative, l'agriculture naturelle et l'agriculture biologique ont été adoptées comme meilleures pratiques dans le secteur agricole. En outre, au niveau régional, une initiative est en cours pour élaborer des lignes directrices de l'ASEAN pour la transition vers l'agroécologie, qui vise à promouvoir le développement de stratégies nationales d'agroécologie dans les pays de l'ASEAN.

Principaux bénéficiaires: Agriculteurs, détenus (ayant des problèmes de toxicomanie) et formateurs en agroécologie ou en agriculture régénérative.

Principes et éléments agroécologiques principaux:



Participation



Gouvernance



Co-création de



Valeurs humaines

Objectifs

- Développer des parcelles de démonstration à l'échelle nationale pour les pratiques agroécologiques.
- Intégrer l'agroécologie comme pratique courante et alternative viable grâce à des modules de formation et des manuels destinés aux agriculteurs.
- Influencer le changement politique grâce à une planification du développement à long terme (2025-2045) afin de persuader le gouvernement de s'engager en faveur de l'agroécologie en Indonésie.
- Optimiser l'utilisation efficace des espaces verts ouverts dans les établissements pénitentiaires, en cartographiant le potentiel des ressources locales afin de produire des ressources alimentaires saines, de haute qualité et sûres pour la consommation.
- Favoriser le développement personnel en permettant aux détenus de retrouver leur santé mentale et de faire leur introspection grâce à la thérapie horticole (Horticultural Healing Therapy).
- Aider les détenus à acquérir des connaissances et des compétences dans le domaine de l'agriculture intégrée et de l'agriculture urbaine, notamment la culture hydroponique, l'aquaponie, l'agriculture verticale, etc.

Activités

Ce projet s'articule autour de trois thèmes différents: Les pratiques agroécologiques, le jardinage thérapeutique pour les détenus et les systèmes alimentaires.

Ces thèmes ont été abordés à travers le renforcement des capacités, le changement de politique et le partenariat, le tout sous la devise "trouver le bonheur ensemble et rendre les autres heureux".

- Faciliter le dialogue afin de développer un prototype pour l'agroécologie indonésienne: WAIBI invite et facilite les interactions entre les représentants du gouvernement (du ministère de l'Agriculture, de la Direction générale des services correctionnels, du ministère de l'Immigration et des Services correctionnels et du ministère de la Planification du développement) et des ONG, telles que l'Akademi Rakyat Mandiri Pangan (ARMP), la FAO et le Self Learning Institute.
- Développement de huit modules de formation sur l'agriculture régénérative et l'agroécologie en partenariat avec le ministère de l'Agriculture : les modules comprennent: (1) Les principes de l'agroécologie dans l'agriculture; (2) l'approche paysagère dans l'agriculture régénérative; (3) la réduction des intrants externes et les intrants biologiques et organiques; (4) la lutte intégrée contre les ravageurs; (5) la polyculture intégrée et l'agroforesterie; (6) l'après-récolte et la valeur ajoutée économique; (7) les organisations d'agriculteurs, les coopératives et l'entrepreneuriat; (8) l'agriculture régénérative et les systèmes alimentaires.
- **Développement de 4 parcelles de démonstration:** Ces sites encouragent l'autoproduction d'engrais naturels afin de remplacer le MPK par des engrais à base de plantes.

- Formation des agriculteurs: Les agriculteurs sont formés à la fabrication d'engrais organiques à faible coût, car le ministère n'offre aucune incitation à cet égard.
- Mise en œuvre d'un protocole d'accord: Cette mesure est prise en collaboration avec la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Justice afin d'encourager l'inclusion et la réinsertion sociale des anciens détenus dans le développement de l'agroalimentaire. Ce protocole vise à garantir la collaboration entre le gouvernement et WAIBI, notamment l'accès aux infrastructures gouvernementales (locaux, outils et financement) afin de soutenir le programme.
- Formation de nouveaux formateurs: Des sessions de formation sur l'agriculture régénérative sont organisées dans deux établissements pénitentiaires afin de rendre la formation des détenus au jardinage plus durable.
- Réalisation de consultations techniques pour les entreprises agroalimentaires: Dans le prolongement des formations, WAIBI fournit des conseils aux stagiaires de la prison de Kendal sur la manière de mettre en œuvre des pratiques agricoles afin qu'ils puissent développer une activité agricole à leur sortie de prison.
- Organisation d'activités de thérapie horticole: Ces activités comprennent la pleine conscience, la méditation silencieuse, la pensée positive à travers le tai-chi et le yoga, mais aussi des discussions de groupe et des activités de développement des capacités. Une formation en agroécologie et en agriculture régénérative est également dispensée aux détenus afin de réduire leur niveau d'agressivité et de leur donner des compétences et des perspectives d'avenir. Dans un établissement pénitentiaire, les séances de formation à la pleine conscience durent trois jours, mais les détenus sont encouragés à continuer à pratiquer la pleine conscience de manière indépendante.

Résultats

- 390 détenus de 13 prisons et centres de détention ont participé au programme NAPI Berkebun entre 2018 et 2021. Cette approche thérapeutique de l'horticulture n'a été mise en œuvre que dans un seul centre de ce type à Jakarta.
- En 2025, huit modules de formation ont été élaborés et approuvés par le ministère de l'Agriculture.
- Un cadre politique a été élaboré pour l'agriculture durable: la loi 22/2019. Cette loi s'inscrit dans une approche de planification du développement à long terme, de 2025 à 2045, visant à généraliser les pratiques agroécologiques pour 80% de tous les agriculteurs familiaux en Indonésie. L'article 13 stipule que l'utilisation des terres à des fins agricoles doit être effectuée selon une approche agroécosystémique.
- 22 participants ont pris part à des consultations techniques.
- Les niveaux d'agressivité parmi les détenus ont été réduits de 30%.
- Recrutement d'un participant, un ancien détenu ayant obtenu les meilleurs résultats à la formation "changer les mentalités", qui travaille désormais comme assistant formateur depuis cinq ans.

Enseignements tirés

- L'implication de multiples parties prenantes et le soutien du gouvernement permettent d'obtenir un impact plus important. Le WAIBI a démarré dans un seul centre pénitentiaire et s'est étendu à 13 centres en 2021. Cela a été rendu possible non seulement grâce à l'implication du ministère de la Justice, mais aussi grâce à celle du ministère de l'Agriculture et du ministère du Plan, qui ont contribué à intégrer cette pratique dans la politique générale.
- La pleine conscience (cœur ouvert, esprit ouvert) est très importante en tant qu'approche thérapeutique, tout au long de la formation et pendant chaque session, afin de réunir le cœur et l'esprit. La pleine conscience aide le processus à avoir un impact plus profond sur la personne et à faire appel à son côté émotionnel et intérieur. Cela est également important pour changer le comportement de la personne, en particulier dans le cas des détenus. Une forte collaboration entre le cerveau et le cœur est cruciale pour changer les comportements.
- La thérapie horticole réduit le stress et renforce les capacités. En guérissant la dimension émotionnelle intérieure des détenus, leur conscience est renforcée pour faire les bons choix afin de se guérir eux-mêmes et leurs familles. Le calme les aide à penser clairement et à décider ce qui est le mieux pour eux et leurs proches, y compris cultiver de la nourriture pour leurs familles lorsqu'ils seront libérés de prison.
- Pour transformer notre système alimentaire, nous devons également transformer notre mentalité. C'est une leçon importante que nous avons apprise des détenus, qui ont surmonté l'insécurité alimentaire en prenant conscience de l'importance de l'autonomie et de la production alimentaire dans leur propre jardin. Cela peut commencer à se produire lorsqu'ils trouvent le calme intérieur et changent leur mentalité.

Obstacles limitants

- La loi 22/2019 sur l'agriculture durable n'a pas encore été mise en œuvre.
- Il est difficile de sensibiliser la communauté pénitentiaire aux avantages du jardinage pour les détenus.
- Il peut être difficile de diffuser cette initiative à l'échelle nationale et de trouver des prisons dans toute l'Indonésie qui soient prêtes à s'engager dans cette cause.
- Il est également difficile de changer la mentalité des détenus et des personnes à l'extérieur.

Liens utiles

- Site web WAIBI
- Détenus pratiquant le jardinage
- <u>Témoignage d'Oscar (vidéo)</u>

Citation

"Le programme de jardinage avec WAIBI m'a encouragé à passer plus de temps avec les plantes. En général, lorsque je suis près des plantes, je me sens plus calme et mes problèmes semblent plus faciles à surmonter."

Oscar Noprianto

Oscar (35 ans) est l'un des participants au programme d'apprentissage de la thérapie horticole, axé sur l'agroécologie. Oscar a purgé une peine de huit ans à la prison de Cipinang pour usage de stupéfiants. Il est aujourd'hui devenu une source de motivation pour ses codétenus, qu'il encourage à créer des jardins biologiques sans utiliser de produits chimiques synthétiques. Grâce à cela, ils sont en meilleure santé, tant physiquement que mentalement. Les bienfaits du jardinage sur la santé mentale ont encouragé Oscar à rester loin de la drogue et à devenir une personne plus calme. Auparavant, la moindre anxiété le poussait à consommer de la drogue. Aujourd'hui, son anxiété a disparu et s'il rencontre des problèmes mineurs, il parvient facilement à les résoudre grâce au jardinage.

"Le jardinage me rend plus attentif et plus calme, ce qui me permet de voir les problèmes plus clairement."



Histoire du gouvernement de Catalogne

Espagne

Programme d'agriculture durable (PAS) en Catalogne

Lancé en 2019, le Programme d'agriculture durable (PAS) promeut les pratiques agricoles durables et met en avant le travail des exploitations agricoles et d'élevage qui font face à de nouveaux défis en matière de durabilité. À l'aide d'une méthodologie objective et quantitative, ce modèle de production évalue, classe et reconnaît les exploitations agricoles catalanes en fonction de leur niveau de durabilité dans trois domaines principaux: environnemental, social et économique.





Certaines organisations impliquées dans ce projet sont entre autres: Le gouvernement de Catalogne (Generalitat Catalunya) et le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Alimentation. Le gouvernement de Catalogne promeut activement l'agroécologie à travers des projets importants menés avec le ministère de la Production agroalimentaire et l'Institut de recherche et de technologie agroalimentaires (IRTA).

Période: Lancé début 2019 et actuellement en phase initiale de mise en œuvre, ce projet n'a pas de date d'achèvement définie. Son objectif est plutôt de s'inscrire dans le long terme et d'évoluer progressivement, à mesure que les progrès techniques permettent de nouveaux développements, dans le but global de favoriser un secteur agricole de plus en plus durable.

Financement: Jusqu'à présent, le projet a été financé par les ressources propres du gouvernement catalan, pour un montant estimé à plus de 12 millions d'euros à ce jour.

Mission: Le Programme d'agriculture durable (PAS) soutient la transition vers des pratiques agricoles durables qui protègent l'environnement, stimulent les économies locales et améliorent la qualité de vie dans les zones rurales. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie alimentaire de la Catalogne ainsi que de la loi 16/2017 contre le changement climatique.

Contexte: La Catalogne dispose d'un secteur agroalimentaire diversifié, caractérisé par des exploitations familiales de petite et moyenne taille produisant des fruits, des vignes, des oliviers, des noix, des céréales et du bétail. En 2021, le secteur agroalimentaire a contribué à hauteur de 19,7% au PIB de la Catalogne, et en 2024, la Catalogne est devenue le premier exportateur espagnol de produits alimentaires et de boissons pour la quatrième année consécutive (gouvernement de Catalogne). La Catalogne compte 45 363 exploitations agricoles (données de 2024), couvrant 742 150 hectares. Parmi celles-ci, 83,25% suivent des pratiques agricoles conventionnelles, 9,16% sont issues de l'agriculture biologique et 7,59% de la production intégrée. En 2025, la production intégrée a connu une croissance significative, enregistrant une augmentation de 15% par rapport à 2024, consolidant ainsi son rôle de modèle en pleine expansion au sein du secteur agricole catalan. La production intégrée et l'agriculture biologique sont deux systèmes de certification volontaires, approuvés par le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Alimentation, qui permettent d'identifier les produits grâce à des labels spécifiques.³ En ce qui concerne l'élevage, la plupart des exploitations (94,3%) suivent un modèle conventionnel, tandis que la production biologique reste très limitée (5,7%). La biodiversité cultivée est un objectif clé de notre département depuis 2011. Nous avons commencé à travailler sur cet objectif en réunissant les organisations qui menaient des actions en faveur de la biodiversité cultivée. Cette collaboration nous a permis d'identifier de nouvelles ressources à préserver. Aujourd'hui, nous continuons non seulement à identifier et à conserver de nouvelles ressources, mais nous travaillons également à accroître la biodiversité dans les exploitations agricoles catalanes afin de nous aligner sur les stratégies de conservation de la biodiversité de l'Union européenne, telles que la stratégie "De la ferme à la table". Ce travail est mené dans le cadre du Plan d'action pour la biodiversité cultivée, qui vise à promouvoir la récupération, la conservation, l'utilisation, la diffusion et la commercialisation des variétés locales de produits en Catalogne.

Enfin, la Catalogne a mis en place une deuxième initiative agricole, le Plan pour le développement de la production biologique (PAE), qui couvre la période de janvier 2024 à décembre 2027. Cette initiative vise à promouvoir la production et la consommation biologiques,

^{3.} La production intégrée est réglementée aux niveaux national et régional, tandis que l'agriculture biologique est réglementée au niveau de l'Union européenne. Ces systèmes certifiés encouragent des pratiques respectueuses de l'environnement, mais ils ne quantifient pas la durabilité. C'est pourquoi le département promeut le programme d'agriculture durable, qui encourage les pratiques fondées sur les trois piliers de la durabilité : environnemental, social et économique. Cette initiative fournit au secteur agricole des outils numériques pour aider à quantifier la durabilité et proposera une certification publique qui permettra d'identifier les produits issus d'exploitations agricoles durables grâce à un logo dédié.

en particulier des produits locaux, conformément au plan d'action européen pour l'agriculture biologique. Ce plan profite à tous les acteurs de la chaîne de valeur biologique, ainsi qu'aux consommateurs, en stimulant la demande de produits biologiques, en encourageant la conversion à la production biologique et en renforçant la chaîne de valeur du secteur. Il vise également à accroître la contribution de la production écologique à la durabilité du système alimentaire et à la préservation de l'environnement.

Principaux bénéficiaires: Agriculteurs et agricultrices et coopératives agricoles.

Principaux principes et éléments agroécologiques mis en avant:









Économie circulaire

Diversification économique

Participation

Co-création d

Objectifs

Le programme pour une agriculture durable comporte huit objectifs, inspirés des principes de l'agroécologie:

- Veiller à ce que la chaîne alimentaire ait un impact environnemental neutre ou positif.
- Garantir la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé publique.
- Préserver l'accessibilité financière des denrées alimentaires.
- Mettre en place un protocole public transparent pour évaluer la durabilité des activités agricoles en Catalogne.
- Accroître la visibilité des efforts déployés par les agriculteurs et agricultrices ainsi que les éleveurs et éleveuses.
- Soutenir les exploitations agricoles dans leur transition vers les principes de l'agroécologie.
- Contribuer à rendre les exploitations agricoles catalanes économiquement viables.
- Améliorer la qualité de vie des personnes travaillant dans les zones rurales.

Activités

La mise en œuvre du Programme d'agriculture durable (PAS) est conçue comme un processus volontaire et flexible, adapté à la réalité de chaque exploitation agricole. L'objectif est de permettre une transition réaliste et efficace vers un modèle plus durable, sans imposer d'obligations, mais en fournissant des outils et un soutien pour y parvenir. Le processus se déroule en plusieurs phases:

Auto-évaluation et outils numériques: Toute exploitation agricole peut évaluer son niveau de durabilité à l'aide des outils numériques fournis par le système PAS.

Ces outils permettent une auto-évaluation objective et accessible de la production. Les exploitations agricoles présentant des niveaux de durabilité plus élevés peuvent demander volontairement une certification publique qui reconnaît leur engagement.

- **Évaluation initiale:** Un diagnostic initial est réalisé afin d'évaluer la situation actuelle de l'exploitation en termes de durabilité environnementale, économique et sociale. Il sert de point de départ pour définir les objectifs d'amélioration de l'exploitation.
- Application d'indicateurs et de critères: Un protocole public transparent est utilisé, basé sur des indicateurs mesurables pour évaluer le degré de durabilité d'une exploitation donnée. Ceux-ci peuvent inclure des aspects tels que l'utilisation efficace de l'eau, la gestion des déchets, la biodiversité, le bien-être animal, entre autres.
- Assistance technique: Les exploitations agricoles bénéficient d'une assistance technique et d'une formation pour mettre en œuvre des améliorations et s'adapter aux critères de durabilité. L'échange de connaissances et les meilleures pratiques entre les professionnels du secteur sont encouragés.
- Certification et valorisation des produits: Les exploitations agricoles qui terminent le processus de certification peuvent différencier leurs produits et mettre en avant le fait qu'ils proviennent d'une exploitation agricole durable. Cette certification est volontaire et représente à la fois une reconnaissance et une récompense pour un travail bien exécuté. Elle sert également à communiquer cette valeur ajoutée aux consommateurs et à la société dans son ensemble. De plus, elle est compatible avec d'autres certifications publiques, telles que l'agriculture biologique, et des efforts seront faits pour créer des synergies qui facilitent la gestion et la reconnaissance des bonnes pratiques.

Ce modèle de mise en œuvre vise à être un outil utile et transformateur, reconnaissant les bonnes pratiques et contribuant à progresser vers un secteur agricole plus résilient, plus compétitif et plus engagé sur le plan territorial. Le PAS ne cherche pas seulement à certifier les bonnes pratiques, mais aussi à susciter une transformation positive et partagée dans l'ensemble du secteur.

Résultats

Certains agriculteurs catalans et certaines agricultures catalanes ont pu quantifier le niveau de durabilité de leurs exploitations grâce au calculateur de durabilité, un outil numérique développé par le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Alimentation et l'IRTA. En 2023, 1 012 exploitations agricoles au total ont utilisé le calculateur de durabilité.

Parmi celles-ci:

- 41,7% étaient des exploitations conventionnelles,
- 40,12% étaient certifiées selon le mode de production intégrée (PI),
- 15,02% étaient certifiées en agriculture biologique (AB),
- et 3,16% fonctionnaient sous les deux systèmes de certification (PI et AB).

En 2025, le nombre d'exploitations agricoles participant au projet est passé à 3 505. Parmi celles-ci:

- 56,5% sont des exploitations agricoles conventionnelles,
- > 30% sont certifiées selon le mode de production intégrée (PI),

- > 13% sont certifiées selon les normes de l'agriculture biologique (AB),
- > et 0,5% fonctionnent sous les deux systèmes de certification.

Enseignements tirés

- Les programmes ou politiques publics tels que le PAS en Catalogne sont des outils importants pour promouvoir la transition agroécologique comme solution au système alimentaire défaillant.
- La production durable contribue à bâtir une société mondiale plus respectueuse des ressources et des personnes, tout en donnant la parole aux agriculteurs et agricultrices locaux afin de créer un monde plus durable à l'avenir.
- La production durable permet de collaborer avec les producteurs et produtrices alimentaires afin de mettre progressivement en œuvre des pratiques durables. Elle donne également de la visibilité aux efforts des agriculteurs, grâce à un suivi régulier et à un soutien tout au long du processus de transition.
- La durabilité est un processus, pas un objectif fixe. Le PAS conçoit la durabilité comme un parcours progressif et partagé, où chaque exploitation agricole peut avancer à partir de son propre point de départ, avec les ressources et les conditions dont elle dispose.
- Le secteur agricole doit être maître de son propre avenir. Si les décisions ne sont pas prises localement, elles seront imposées par des pouvoirs extérieurs. Le PAS est un outil permettant d'exercer sa souveraineté et d'adapter les modèles de production à la réalité de chaque territoire.
- La durabilité doit intégrer les dimensions environnementales, économiques et sociales. Le PAS vise non seulement à réduire l'impact environnemental, mais aussi à garantir la viabilité économique des exploitations agricoles et à améliorer la qualité de vie des personnes qui travaillent dans l'agriculture.
- La collaboration est la clé de la transformation. Le PAS favorise les alliances entre les agriculteurs, l'administration publique, les instituts de recherche et la société civile. Ce réseau collaboratif est essentiel pour évoluer vers un modèle agricole plus résilient et plus équitable.
- Les données réelles améliorent les politiques publiques. Le système d'évaluation du PAS génère des données utiles pour concevoir des politiques plus efficaces, fondées sur des preuves et adaptées aux besoins de chaque territoire.
- Le PAS propose une méthodologie transférable à d'autres régions.
- ➤ Le PAS valorise la profession agricole et renforce sa reconnaissance sociale. La mise en avant des efforts des exploitations agricoles durables contribue à changer la perception du public et à construire un discours positif et partagé.
- L'innovation doit être connectée au terrain. Le PAS facilite la recherche appliquée et participative axée sur la résolution de problèmes réels dans les exploitations agricoles et favorise le transfert de connaissances utiles et transformatrices.
- La certification volontaire est un outil de valorisation des produits. Elle permet de différencier les produits durables, ouvre de nouveaux canaux de commercialisation et renforce la confiance des consommateurs.
- Le PAS est applicable à tous les systèmes de production. Qu'elles soient conventionnelles, intégrées ou biologiques, toutes les exploitations agricoles peuvent utiliser le PAS pour évaluer leur niveau de durabilité et progresser dans une démarche d'amélioration continue.

Obstacles limitants

- Fracture numérique: Certains agriculteurs ont encore des difficultés à accéder ou à utiliser les outils numériques, ce qui peut limiter l'utilisation du calculateur de durabilité et d'autres ressources numériques liées au PAS.
- Manque de couverture mobile dans les zones rurales: La connectivité limitée dans certaines zones agricoles de Catalogne rend difficile l'accès aux outils numériques et l'obtention d'une assistance technique en ligne.
- Coûts plus élevés de la mise en œuvre de pratiques durables: Certaines exploitations agricoles peuvent être confrontées à des obstacles financiers lorsqu'elles adoptent des pratiques durables, en particulier si aucune aide ou subvention spécifique n'est disponible pour compenser l'investissement initial.
- Renouvellement générationnel: Le manque de jeunes entrant dans le secteur agricole peut entraver la continuité et l'adoption de modèles innovants tels que le PAS, en particulier dans les exploitations agricoles familiales.

Citation

"Le PAS promeut des pratiques agricoles responsables et fournit un outil de calcul de la durabilité applicable à tout système de production. C'est pourquoi il s'intègre parfaitement à la philosophie et aux besoins de notre entreprise"

Ernest Mas, directeur technique chez Verdcamp Fruits.

Liens utiles

Programme d'agriculture durable (PAS)

Contact

E-mail général: pas.agricultura@gencat.cat

Anna Goutan Roura
Gouvernement de Catalogne
agoutan@gencat.cat

Rosa Mari Pedrol Gouvernement de Catalogne rmpedrol@gencat.cat



Conclusion

Cette publication met en lumière dix cas mis en œuvre par nos membres sur le terrain, dans différents pays et sur différents continents. De l'Asie à l'Afrique, en passant par l'Europe et l'Amérique latine, ces récits montrent comment les principes et les éléments de l'agroécologie peuvent être mis en œuvre et comment l'agroécologie contribue à la transformation des systèmes alimentaires vers la durabilité, la sécurité alimentaire, la santé et l'équité.

Ces cas soulignent la nécessité de partenariats et de collaborations solides entre les acteurs locaux et les décideurs et décideuses politiques afin de garantir l'adoption des pratiques agroécologiques par tous. Ils montrent à quel point il est crucial de favoriser les liens entre les agriculteurs eux-mêmes (via l'apprentissage entre pairs) et entre les agriculteurs/agricultrices et les consommateurs/consommatrices (via des mécanismes innovants d'étiquetage et d'identification, tels que les SGP) afin de garantir l'adhésion des agriculteurs et agricultrices et la confiance des consommateurs et consommatrices.

Enfin, ces cas prouvent également la nature holistique de l'agroécologie et les divers impacts qu'elle peut avoir sur la santé environnementale et humaine (y compris la santé mentale), sur l'accès à une alimentation nutritive et la lutte contre la malnutrition, sur la croissance économique locale, les moyens de subsistance durables et sur les liens entre les acteurs locaux pour établir des partenariats.

À la lumière de ces éléments, cette deuxième édition d'Agroécologie en action : Histoires de terrain souligne la pertinence de promouvoir l'agroécologie en tant qu'approche holistique et transformatrice visant à créer et à maintenir des systèmes alimentaires résilients, équitables et sains dans les années à venir.

Annexes

Liste des organisations

<u>Baylor Children's Foundation – Malawi:</u> Organisation à but non lucratif travaillant en partenariat avec le gouvernement du Malawi dans le secteur de la santé. La Baylor Foundation Malawi est le partenaire de mise en œuvre du Texas Children's Global Health Network au Malawi. Ce réseau a été créé par le BIPAI en 1999 afin de catalyser les soins et le traitement pédiatriques et familiaux du VIH ainsi que la formation des professionnels de la santé.

<u>CEFROHT</u>: Organisation autochtone à but non lucratif de défense juridique et de rechercheaction basée en Ouganda, qui utilise une approche fondée sur les droits humains pour promouvoir une alimentation et des conditions de vie adéquates. Elle utilise des outils juridiques pour garantir la réalisation des droits fonciers, la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition, les droits aux moyens de subsistance, la santé environnementale et l'intégration d'une approche fondée sur les systèmes alimentaires

<u>South Africa Organic Sector Organization (SAOSO Foundation):</u> Organisme national représentant le secteur de l'agriculture biologique en Afrique du Sud, qui promeut l'agroécologie et le mouvement Participator Guarantee System.

<u>Project Biome:</u> Projet basé en Afrique du Sud qui s'engage en faveur de la renaturation, de la régénération et du rapprochement entre l'homme et la nature grâce à la transformation des systèmes décentralisés et à la conception d'écosystèmes biorégionaux.

<u>Knowledge Hub for Organic in Southern Africa (KHSA)</u>: Plateforme lancée dans le cadre d'un programme financé par la GIZ visant à promouvoir les connaissances sur l'agriculture biologique en Afrique du Sud.

<u>Natural Farming Foundation</u>: Organisation implantée aux Pays-Bas, en Ouganda, en Éthiopie et en Inde, qui promeut la recherche et les connaissances sur l'élevage naturel.

<u>Institute of Transdisciplinary Health Sciences and Technology (TDU):</u> Institut de recherche basé en Inde, qui mène des recherches sur les méthodes ethno-vétérinaires et l'élevage naturel.

<u>The Ethiopian Society of Animal Production (ESAP):</u> Organisation basée en Éthiopie, composée de plus de 500 professionnels de l'élevage.

<u>The Platform Natuurlijke Veehouderij</u>: Entité indépendante enregistrée aux Pays-Bas, qui collabore avec l'Institut Louis Bolk, le Centre de connaissances vétérinaires (VKON) et le Centre de recherche sur la sécurité alimentaire de Wageningen afin de promouvoir la recherche et les connaissances sur l'élevage naturel.

<u>The Effective IPM Association:</u> Organisation basée au Kenya qui promeut les méthodes de lutte intégrée contre les ravageurs sur des parcelles de démonstration.

<u>The Himalayan Permaculture Centre (HPC):</u> ONG locale qui se concentre sur les communautés agricoles isolées, pauvres ou appauvries en ressources des districts de Surkhet et Humla, dans l'ouest du Népal, et en particulier sur les populations marginalisées de ces régions. Le HPC utilise des technologies appropriées à faible technicité pour accroître la productivité agricole domestique en réduisant les coûts de main-d'œuvre et en améliorant l'accès au financement et à d'autres ressources externes, tout en améliorant la diversité, la résilience, la santé, l'éducation et les moyens de subsistance des exploitations agricoles.

Social Work Institute: Créé en 1987 pour former de jeunes leaders et travailleurs sociaux au Népal. Ses principaux domaines d'activité sont la formation, les réseaux de développement communautaire intégré et le plaidoyer. Il aspire à une société juste et inclusive au Népal. En 2022, il a discuté et formulé une stratégie en matière d'agroécologie, dans le but de s'appuyer sur les pratiques agricoles alternatives existantes et émergentes pour renforcer l'agroécologie.

Almost Heaven Farms: Entreprise sociale de recherche et développement en permaculture basée dans l'est du Népal. Elle est dirigée par Zachary Barton, qui mène des recherches, fait des démonstrations et forme les agriculteurs locaux et les visiteurs internationaux à la conception de la permaculture, à la santé des sols et à la restauration écologique (voir la vidéo).

Welthungerhilf: Une ONG allemande qui lutte contre la faim dans divers pays à travers le monde.

The Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (CARI): Une association française de solidarité internationale, active depuis 1998 dans la lutte contre la désertification dans les régions du Sahara et du Sahel. Dirigée par des pionniers de l'agroécologie, le CARI s'engage à préserver le patrimoine nourricier des environnements arides et fragiles. Le CARI promeut un modèle agricole durable (agroécologie, agriculture familiale) comme solution à la dégradation des sols dans les zones arides, dans trois types de zones rurales: les régions oasis, les zones semi-arides d'Afrique sèche et les zones à climat méditerranéen de France.

<u>Illes de Paix (IDP)</u>: ONG belge créée dans les années 1960, dont les interventions visent à permettre aux populations de poursuivre leur propre processus de développement durable de manière indépendante et dans la dignité. IDP promeut des systèmes alimentaires qui garantissent le droit à l'alimentation pour toutes et tous, sans compromettre les fondements économiques, sociaux et environnementaux qui assureront la sécurité alimentaire et nutritionnelle des générations futures. À cette fin, IDP soutient l'adoption de techniques et de technologies efficaces et abordables par les petits agriculteurs et les petites entreprises.

RECODA: ONG tanzanienne créée en 2000, dont la mission est de combler le fossé technologique dans le domaine du développement agricole en renforçant les capacités des organisations de base et en fournissant un soutien consultatif aux agriculteurs et agricultrices. RECODA soutient les organisations d'agriculteurs dans leurs activités de production (agriculture de conservation, diversification agricole), de stockage, de transformation et de commercialisation. L'ONG a acquis une solide expertise dans le renforcement de la résilience et de la sécurité alimentaire des exploitations familiales, à tel point qu'après plus de 20 ans d'action dans toutes les régions de Tanzanie, RECODA est reconnue comme une ONG de premier plan dans le domaine du développement rural.

MVIWAARUSHA: Organisation paysanne active depuis 2010, composée de petits exploitants et petites exploitantes (éleveurs/éleveuses, agriculteurs/agricultrices, apiculteurs/apicultrices et pêcheurs/pêcheuses) de la région d'Arusha, dans le nord de la Tanzanie. Elle compte

actuellement 13 945 membres (dont 8 611 femmes) organisés en groupes villageois et de district. MVIWAARUSHA vise à promouvoir le développement économique des petits agriculteurs et petites agricultrices en soutenant la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Elle soutient également ses membres dans leurs actions de plaidoyer sur les questions qui les concernent. Elle est de plus en plus reconnue comme une ardente défenseuse des agriculteurs et agricultrices et des éleveurs et éleveuses sur la scène publique et politique.

<u>Participatory Ecological Land Use Management (PELUM) Kenya:</u> Réseau national de 60 organisations membres opérant dans 47 comtés, sa vision est de "communautés autonomes, prospères et en bonne santé au Kenya". Il œuvre à la promotion des principes agroécologiques et des pratiques de gestion pour améliorer les moyens de subsistance des petits agriculteurs et petites agricultrices et des éleveurs et éleveuses pastoraux du pays.

Proyectar Sin Fronteras (PSF): Organisation franco-colombienne à but non lucratif qui œuvre depuis 2007 à l'amélioration de la qualité de vie des communautés vulnérables dans les régions de Cundinamarca et Boyacá, en Colombie. PSF promeut les transitions agroécologiques, la souveraineté alimentaire et l'éducation environnementale. Elle est membre actif du Réseau des marchés agroécologiques de la région de Bogotá, un espace collectif où elle a co-développé un système de garantie participative (PGS) afin de reconnaître et de soutenir les agriculteurs et agricultrices familiaux agroécologiques locaux. Depuis 2012, PSF gère un marché appelé Sembrando Confianza, qui propose des produits agroécologiques provenant de petites exploitations agricoles familiales et assure la livraison à domicile dans tout Bogotá. En 2025, ce marché a fusionné avec une autre initiative locale connue sous le nom de La Canasta (Le Panier), élargissant ainsi sa portée et consolidant ses efforts pour promouvoir les chaînes d'approvisionnement courtes et le commerce équitable. Cela renforce les relations commerciales éthiques, la gestion environnementale et l'accès à des aliments frais, sains et agroécologiques.

La Fondation Indonesia Biru Lestari Initiative (Yayasan Inisatif Indonesia Biru Lestari, connue sous le nom de WAIBI): Organisation à but non lucratif fondée en 2014, qui se concentre sur les questions mondiales et leur impact sur les conditions environnementales et sociales menant au développement durable. WAIBI promeut une approche d'économie circulaire, des pratiques agricoles urbaines dans les communautés et une sensibilisation basée sur la résilience. WAIBI est l'organisation leader dans la transformation du système alimentaire régénératif en Indonésie grâce à sa promotion des pratiques agroécologiques et de l'agrobiodiversité.

<u>Le gouvernement de Catalogne (Generalitat de Catalunya)</u>: Le département de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'alimentation du gouvernement régional catalan en Espagne. Il promeut activement l'agroécologie à travers des projets importants avec le département de la production agroalimentaire et l'Institut de recherche et de technologie agroalimentaires (IRTA).





Agroecology Coalition Coalition pour l'Agroécologie Coalición por la Agroecología La Coalition pour l'agroécologie Hébergée par Bioversity International Via di San Domenico 1 00153 Rome Italie

https://agroecology-coalition.org/









Schweizerische Eidgenossenschaft Confédération suisse Confederazione Svizzera Confederaziun svizra

